

32^e ÉDITION DE LA FOIRE DE LA PRODUCTION ALGÉRIENNE

Une vitrine pour la promotion du «Made in Bladi»

Inaugurée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la 32^e Foire de la production nationale a attiré, comme à l'accoutumée, un grand nombre de visiteurs. Cette manifestation, qui regroupe 600 exposants, met en avant une large gamme de produits, d'échantillons et de savoir-faire, témoignant ainsi des progrès significatifs réalisés dans divers secteurs économiques du pays. P 3



MARCHÉ BOURSIER

2024, année de la dynamisation

Année particulière pour le secteur des finances en Algérie, actuellement en plein processus de digitalisation, 2024 marque la dynamisation du marché boursier national, qui s'affirme désormais comme un levier alternatif de financement de l'économie, sur fond d'engouement palpable de la part des opérateurs.

P 2

DJALAL BOUABDALLAH, EXPERT
EN TRANSFORMATION
DIGITALE ET CYBERSÉCURITÉ

«Il est impératif d'accélérer le processus de numérisation»

La numérisation de l'Algérie est en marche, avec des initiatives ambitieuses visant à moderniser les administrations et les services publics. Cependant, cette transformation digitale essentielle rencontre encore des obstacles significatifs, selon Djatal Bouabdallah, expert en transformation digitale et cybersécurité. Si les jalons de cette évolution ont été posés, notamment avec la création du Haut-commissariat à la numérisation et la présentation de la première Stratégie nationale de l'intelligence artificielle, il reste encore beaucoup à faire, notamment face à la lenteur administrative et aux coûts élevés qui freinent l'implémentation de projets numériques.

P 5

STRATÉGIE NATIONALE
DE L'INNOVATION

Ce que propose le CNRST

Le président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST), Mohamed Tahar Abadlia, a affirmé, hier à Alger, que le Conseil propose une stratégie axée sur l'encouragement de l'innovation, la promotion de la culture de l'évaluation et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

P 5

ALGERIA BID ROUND 2024

**Ouverture des «Data rooms»
à 20 entreprises
internationales** P 2

DE NOMBREUX PROJETS DE CENTRALES
SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES LANCÉS

**L'Algérie amorce une
transition énergétique
ambitieuse** P 5

BISKRA

**70 artisans à l'ouverture
du Salon national
des dérivés du palmier
et bibelots** P 16

AIR ALGÉRIE-TASSILI
AIRLINES

Convention
cadre pour
diversifier les
domaines de
partenariat

Air Algérie et Tassili Airlines ont signé samedi à Alger, une convention-cadre de partenariat et de coopération visant à renforcer la collaboration et à diversifier leurs domaines de partenariat, en soutenant leur croissance et leur stabilité financière, indique un communiqué d'Air Algérie. Cette convention-cadre de partenariat a pour objectif de "créer des synergies entre leurs activités et de favoriser l'échange de compétences et de savoir-faire", relève la même source, précisant que ce document de coopération "couvre plusieurs domaines essentiels, notamment les activités commerciales, les systèmes d'information, la maintenance aéronautique, la formation et le fret, ainsi que d'autres aspects liés au transport aérien, afin d'assurer une meilleure intégration entre les deux compagnies". La cérémonie de signature s'est déroulée en présence des Pdg d'Air Algérie et de Tassili Airlines respectivement Hamza Ben Hammouda et Abdessemed Ourihan. "Air Algérie réaffirme ainsi son engagement à développer le secteur du transport aérien en Algérie et à améliorer les services proposés à ses clients, tout en renforçant la coopération avec ses partenaires", ajoute le communiqué. Cette convention entre dans le cadre du renforcement de la coopération initiée par les deux parties via l'accord-cadre signé le 4 avril 2011 et la convention cadre de coopération le 17 février 2019.

MARCHÉ BOURSIER

2024, année de la dynamisation

Année particulière pour le secteur des finances en Algérie, actuellement en plein processus de digitalisation, 2024 a été celle de la dynamisation du marché boursier national, qui s'affirme désormais comme un levier alternatif de financement de l'économie, sur fond d'engouement palpable de la part des opérateurs.

Par R E.

Avec un nouveau cadre réglementaire conçu en vue de donner une plus grande attractivité au marché boursier pour les entreprises à la recherche de financements, la Bourse d'Alger a commencé en 2024 à récolter les fruits de cette réforme: sa capitalisation a été multipliée par 7, passant de 71 milliards de DA (mds da) à fin 2023 à plus de 500 mds da (environ 4 mds usd) après l'introduction du Crédit populaire d'Algérie (CPA), début 2024. Une accélération de l'activité qui devrait être encore plus soutenue notamment avec l'introduction prochaine de la Banque de développement local (BDL) et de l'opérateur de téléphonie mobile Djazzy. Le Conseil de participations de l'Etat (CPE) vient de donner son accord pour une ouverture partielle du capital de la BDL, à hauteur de 30%, en vue de son introduction pour souscription publique. Cela dans l'attente de l'introduction officielle de la première startup Moustachir dans la Bourse d'Alger prévue début 2025, ce qui portera ainsi le nombre des sociétés cotées à six sociétés. En perspective, une nouvelle loi sur le marché financier sera promulguée et qui comprendra d'importantes réformes dont l'introduction des compagnies d'assurance en tant qu'intermédiaires des opérations en Bourse (IOB), les sukuks ainsi que la finance verte, et contribuera ainsi à promouvoir ce marché et renforcer son attractivité. Il s'agit d'une modification du décret législatif n 93/10 du 23 mai 1993 relatif à la Bourse des

valeurs mobilières, pour passer à un cadre juridique sous la forme d'une loi, ce qui donnera à la Bourse plus de poids dans la sphère économique nationale. Et parallèlement à cette dynamique du marché financier, l'année qui s'achève a été marquée par une consolidation des performances économiques et financières, saluées par les institutions financières internationales notamment en termes d'inflation et des réserves de changes et des disponibilités du Fonds de régulation des recettes (FRR).

Une transition numérique tous azimuts

En effet, l'inflation a connu un ralentissement palpable au cours des neuf premiers mois de cette année, atteignant 4,25 %, contre 9,3% enregistré lors de la même période de 2023, tandis que les réserves de changes devraient clôturer l'année en cours à 71,8 mds de dollars permettant ainsi de couvrir 16 mois d'importation de biens et de services. Pour le FRR, dont le solde avait atteint, à la fin de l'année précédente, 3.686 mds da, devrait enregistrer, fin 2024, des revenus supplémentaires s'élevant à près de 500 mds da. Le secteur des finances s'apprête, par ailleurs, à se doter d'une nouvelle loi pour les assurances en vue notamment de diversifier les produits et systèmes d'assurances, consacrer l'assurance Takaful et la gestion proactive des risques émergents. Régi actuellement par quatre textes de loi distincts, il s'agit à travers le nouveau texte d'avoir un cadre juridique unique à même de mettre à jour la législation actuelle, renforcer

la régulation, et adapter le marché aux évolutions en lien avec les assurances notamment dans l'innovation et le digital. C'est dans cette optique, d'ailleurs, et suivant les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, que le secteur est en plein déploiement de sa stratégie de transition numérique autour d'un Data center du ministère des Finances nouvellement inauguré. Ce dernier a été conçu pour héberger tous les systèmes d'information du ministère, ainsi que la numérisation des activités de la Direction générale des Domaines et de l'administration fiscale. Il s'ajoute à un autre projet de numérisation de la Direction générale des Douanes par la création d'un Data Centre hébergeant un système d'information pour numériser toutes les procédures douanières. Cette transition numérique est très palpable aussi dans le secteur bancaire dont la stratégie a permis, encore en 2024, d'accélérer le déploiement du paiement électronique puisque le nombre des cartes bancaires en circulation au 31 octobre, a dépassé 19 millions de cartes, dont plus de 14 millions de cartes d'Algérie-Poste, tandis que le nombre des guichets automatiques s'est élevé à 3.896 guichets. Aussi, le nombre des terminaux de paiement électronique s'est élevé à 58.194 ayant permis d'effectuer plus de 489.000 opérations, d'une valeur globale de 4 mds da, alors que le nombre des web-marchands s'est élevé à 510 commerçants, avec une valeur de paiement par téléphone atteignant environ 27 mds da, selon de récentes données du ministère des Finances.

ALGERIA BID ROUND 2024

Ouverture des «Data rooms» à 20 entreprises internationales

Synthèse R E.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a annoncé, jeudi à Alger, l'ouverture des "Data rooms" au profit de 20 entreprises internationales pré-qualifiées, dans le cadre de l'appel d'offre international "Algeria Bid Round 2024" pour l'investissement dans le secteur du pétrole et du gaz, lancé par l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), indique un communiqué du ministère. Le ministre est intervenu lors d'une visite effectuée au siège de l'Agence à Alger, en présence du PDG de Sonatrach et du président d'ALNAFT, dans le but de s'enquérir du déroulement des opérations de l'appel d'offre officiellement lancé le 14 octo-

bre dernier à Oran, dans le cadre du suivi continu du développement du secteur énergétique, notamment les hydrocarbures, note le communiqué. Arkab a souligné que "l'Agence met à la disposition des entreprises pré-qualifiées, au nombre de vingt à ce jour, ayant signé un accord de confidentialité, toutes les informations relatives à cette opération via l'ouverture exclusive des "Data rooms". "Ces espaces permettent aux entreprises d'accéder à des données techniques détaillées concernant les six zones d'exploration proposées". Les sessions de présentation des données se poursuivront jusqu'au 1er avril 2025, offrant aux entreprises le temps d'analyser les informations avant la date limite de soumission des offres, fixée au 15 avril 2025, avant de procéder à la signature des contrats avec les

entreprises retenues, qui devront présenter des programmes techniques détaillés et des niveaux d'investissement conformes aux objectifs fixés par l'ALNAFT et Sonatrach. Les six zones d'exploration proposées sont "EL M'zaid El Kebir" dans les wilayas de Ouargla, Ghardaïa et El Ménéa, "Ahara" (wilaya d'Illizi), "Reggane" (wilaya d'Adrar), "Zerafa" (wilayas d'Adrar et d'In Salah), "Toual" (wilayas d'Ouargla et Illizi) et "Guern EL Guessa" (wilayas de Béchar, Béné Abbès, El Bayadh et Timimoun), selon la même source. Ces opérations se font via des plateformes physiques ou virtuelles pour garantir une transparence maximale et de fournir aux entreprises les informations nécessaires pour évaluer le potentiel économique et technique des zones proposées.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

32^e ÉDITION DE LA FOIRE DE LA PRODUCTION ALGÉRIENNE

Une vitrine pour la promotion du «Made in bladi»

Inaugurée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la 32^e Foire de la production nationale a attiré, comme à l'accoutumée, un grand nombre de visiteurs. Cette manifestation, qui regroupe 600 exposants, met en avant une large gamme de produits, d'échantillons et de savoir-faire, témoignant ainsi des progrès significatifs réalisés dans divers secteurs économiques du pays.

Par Réda Hadi

Pourtant, cet événement en soi constitue une véritable opportunité pour nos industriels de faire connaître leurs produits. Cette manifestation, qui regroupe 600 exposants, met en avant une large gamme de produits, d'échantillons et de savoir-faire, témoignant ainsi des progrès significatifs réalisés dans divers secteurs économiques du pays. D'ailleurs, lors de sa visite aux stands, le président de la République a réitéré la volonté des pouvoirs publics de mener à bien cette démarche pour valoriser le produit algérien. Un événement qui met en lumière des secteurs variés tels que l'agro-alimentaire, les industries manufacturières, électroniques, chimiques, énergétiques, mécaniques, textiles, ainsi que le bâtiment et les services.

Cette édition revêt une importance particulière, marquée par l'effervescence d'une dynamique économique qui a vu les entreprises publiques et privées œuvrer à l'amélioration de la qualité et à l'innovation. Aujourd'hui, cette dynamique se concrétise avec un rythme soutenu dans la diversification de la production nationale. Le président de la République a, à plusieurs reprises, souligné l'importance de renforcer la production nationale, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, comme condition sine qua non pour densifier le tissu

économique du pays et favoriser l'exportation.

Dans cette perspective, le véritable enjeu de cette 32^e foire est la mise en avant du «Made in Algeria», dans un cadre concurrentiel. Hier, durant une tournée à travers les stands, nous avons constaté que celui de l'ANP, et particulièrement une filiale de fabrication, qui attirait beaucoup de personnes. Celles-ci ne cessaient de poser des questions au responsable du Stand, qui leur répondait que les produits exposés reflètent la vocation principale de l'établissement, à savoir la production d'armement au profit de l'Armée nationale populaire et des différentes institutions paramilitaires. Et d'affirmer que « tous les produits de l'établissement sont fabriqués à 100% localement dans le respect des normes internationales. Leur qualité reflète un niveau de maîtrise issu de plus de 34 ans d'expérience dans l'industrie mécanique ».

La diversité et la richesse des produits et services exposés durant cette foire illustrent les progrès réalisés par l'industrie algérienne pour se conformer aux standards internationaux. Cette évolution témoigne du chemin parcouru par le secteur industriel national, prêt à s'imposer à l'échelle mondiale. Et le plus admirable, est cette sensation de fierté affichée par les visiteurs, qui visitaient les stands. Devant le pavillon central, un quadragénaire, nous a expliqué que

selon son avis « la diversification de la production locale dans des secteurs stratégiques, tels que l'agroalimentaire et l'électroménager, en plus d'être une fierté nationale, nous permet de nous mettre à un niveau mondial ».

Et de préciser que « les consommateurs, de plus en plus nombreux, privilégient les produits nationaux, ce qui permettra de booster la production locale ». La diversité et la richesse des produits et services exposés durant cette foire illustrent les progrès réalisés par l'industrie algérienne pour se conformer aux standards internationaux. Au cœur du pavillon central, les produits de grandes entreprises, ont immédiatement capté l'attention des visiteurs. Beaucoup d'entreprises se sont mises dans la production de produits à basse facture de carbones et innovants surtout. Sidal, véritable pilier de l'industrie pharmaceutique algérienne, a une nouvelle fois affirmé son rôle central, lors de cet événement phare, représentant l'excellence locale dans le domaine de la santé et de la production pharmaceutique.

Dans un autre registre, Samsung Algérie, a dévoilé ses nouvelles technologies OLED, qui marqueront le marché dès 2025. Les visiteurs, venus en nombre dès les premières heures, ont été séduits par la qualité exceptionnelle des couleurs, notamment le noir intensifié et les détails cristallins de ses quatre modèles innovants exposés.

32^e ÉDITION DE LA FOIRE DE LA PRODUCTION ALGÉRIENNE (FPA 2024)

Le Groupe TELECOM ALGERIE, sponsor officiel

Le GROUPE TELECOM ALGERIE est fier d'annoncer sa participation, en tant que sponsor officiel, à la 32^e édition de la Foire de la Production Algérienne (FPA), qui se tiendra du 19 au 28 décembre 2024 au Palais des Expositions, Pins Maritimes, à Alger. Cet événement économique majeur, placé sous le haut patronage de Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, offre une vitrine exceptionnelle pour valoriser les capacités de production nationale dans des secteurs stratégiques. Il s'inscrit dans la dynamique des efforts engagés par le gouvernement pour impulser une transformation économique durable, promouvoir l'innovation et renforcer la souveraineté économique de l'Algérie. Présent au pavillon central, le GROUPE TELECOM ALGERIE, accompagné de ses filiales Algérie Télécom, ATM Mobilis et Algérie Télécom Satellite, exposera une large gamme de solutions et services numériques. Ces innovations sont conçues pour répondre aux exigences croissantes d'une économie moderne et soutenir la transition numérique, moteur essentiel de la compétitivité nationale. En tant qu'acteur clé des télécommunications, le GROUPE TELECOM ALGERIE considère le développement de l'économie numérique comme un levier stratégique pour diversifier les ressources économiques du pays. À travers son sponsoring et sa participation active à cet événement, le Groupe confirme son rôle de partenaire incontournable dans la modernisation des infrastructures de télécommunications, tout en encourageant l'émergence d'un écosystème local fort et compétitif. Le GROUPE TELECOM ALGERIE réaffirme ainsi son engagement indéfectible en faveur de l'économie nationale, contribuant à la construction d'une Algérie forte, innovante et résiliente sur le plan économique.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Ambition d'atteindre 29 milliards de dollars en 2030

Par Mourad A.

Dans le cadre de sa stratégie de diversification économique, l'Algérie s'engage résolument à renforcer ses exportations de produits locaux. Le pays a pour objectif ambitieux d'atteindre 29 milliards de dollars de recettes d'exportation d'ici 2030, une ambition qui s'inscrit dans un contexte de croissance significative des exportations algériennes. Cette dynamique est en grande partie favorisée par des réformes et un soutien accru aux producteurs locaux, comme l'a précisé Abdelrouf Bouhabila, membre du Conseil de la relance économique (CREA). En 2023, les exportations algériennes ont doublé, dépassant les 7 milliards de dollars, contre seulement 3 milliards en 2020.

Lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale, Abdelrouf Bouhabila a souligné que « les réformes menées sous la direction du président de la République ont permis de donner un nouveau souffle à l'éco-

nomie nationale en rationalisant les importations et en renforçant la compétitivité du produit algérien. Aujourd'hui, nos produits rivalisent avec ceux des marchés européens et africains, ce qui est une grande avancée pour le pays. » Il a également mis l'accent sur les changements structurels dans les mentalités des acteurs économiques, affirmant que les investisseurs algériens, autrefois sceptiques, se tournent désormais massivement vers la production locale. Grâce à la protection et au soutien des autorités, nous voyons des produits algériens de qualité émerger dans des secteurs clés tels que les industries pharmaceutiques et les matériaux de construction.

À l'occasion du lancement du 32^e Salon de la production algérienne, Bouhabila a exprimé sa fierté pour cet événement majeur, le qualifiant de « véritable vitrine du savoir-faire algérien ». Il a ajouté : « Ce salon n'est pas seulement une plateforme d'exposition. C'est aussi un espace de rencontre, d'échange et d'innovation, où plus de 600 exposants,

contre 417 lors de l'édition précédente, présentent leurs produits et technologies. Il reflète la diversité et la richesse de notre tissu industriel. » Abordant les résultats concrets de la politique de promotion des exportations, Bouhabila a indiqué : « Nous avons récemment organisé un salon en Libye qui a permis de conclure des accords de partenariat significatifs. Aujourd'hui, des entreprises libyennes s'approvisionnent directement auprès de nos producteurs algériens. Cela prouve que nos efforts pour faire connaître notre production à l'étranger portent leurs fruits. » Il a également salué l'ouverture de nouvelles banques algériennes dans des pays comme la Mauritanie et le Sénégal, une initiative qui, selon lui, « facilitera les transactions financières et renforcera les échanges économiques régionaux. L'accès au financement est une clé essentielle pour promouvoir nos exportations et permettre à nos entreprises d'accéder à de nouveaux marchés. » Concernant les défis à venir, Bouhabila a insisté sur la nécessité

d'élargir les infrastructures de transport pour soutenir cette ambition d'exportation : « Il est impératif d'étendre nos réseaux terrestres, maritimes et aériens pour garantir une meilleure connectivité et fluidité dans nos échanges commerciaux. »

Sans cela, notre compétitivité pourrait être compromise. » Enfin, il a exhorté les entreprises à tirer parti des opportunités offertes par la digitalisation et les outils innovants pour promouvoir leurs produits : « Nous devons nous adapter aux exigences des marchés internationaux. Les plateformes numériques, les salons internationaux et une communication proactive permettront au produit algérien de briller davantage. » Avec des initiatives fortes et des objectifs clairs, Bouhabila reste optimiste quant à l'avenir économique du pays : « L'Algérie dispose de tout le potentiel pour atteindre ses ambitions. Nos réformes, notre dynamisme industriel et la volonté de nos acteurs économiques sont les piliers d'un avenir prospère. »

PLACÉE SOUS LE SLOGAN «JEUNESSE EN MOBILITÉ»

La manifestation nationale "Hiver 2024" lancée depuis Timimoun

MONNAIE

Le dollar faiblit après une inflation américaine moins tenace qu'attendu

Le dollar s'est replié vendredi, lesté par la publication d'un indice d'inflation en deçà des attentes des analystes. Vers 20H20 GMT, la devise américaine relâchait 0,78% face à l'euro, à 1,0444 dollar, et perdait 0,70% face à la livre, à 1,2590 dollar. Le Dollar index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, perdait aussi du terrain, reculant de 0,69% à 107.66 points. "La Fed a tiré la sonnette d'alarme sur l'inflation et les prix du marché cette semaine", a commenté Adam Button, de ForexLive. Mais l'indice PCE, publié vendredi, "a rappelé que l'inflation se situe à des niveaux qui ne posent pas de problèmes, même si elle est légèrement supérieure à l'objectif fixé", a-t-il ajouté. Mesure privilégiée de l'inflation par la Fed, l'indicateur a montré que la hausse des prix a rebondi en novembre aux Etats-Unis, à 2,4% sur un an contre 2,3% un mois plus tôt. En revanche, sur un mois, le taux d'inflation a ralenti à 0,1%, contre 0,2% pour les deux mois précédents, légèrement en deçà des attentes des analystes qui tablaient sur une inflation mensuelle stable. "Dans l'ensemble, ces chiffres ont été plus modérés que prévu", selon M. Button, calmant ainsi les ardeurs des cambistes. Le dollar s'était envolé mercredi, poussé par la posture plus prudente de la Fed concernant son cycle de baisse des taux, l'institution ayant laissé entendre que l'inflation n'était pas encore arrivée à un niveau qu'elle jugeait convenable. Après avoir annoncé mercredi qu'elle baissait pour la troisième fois consécutive ses principaux taux, de 25 points de base, la Fed a également prévenu qu'elle irait désormais plus lentement, n'envisageant que deux baisses de taux pour 2025, de 25 points de base chacune.

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui a donné, vendredi à Timimoun, le coup d'envoi de la manifestation nationale "Hiver 2024" pour la jeunesse, prévue du 20 au 31 décembre, sous le slogan "Jeunesse en mobilité". Dans son allocution d'ouverture, M. Hidaoui a précisé que "cette manifestation a pour principal objectif de mettre en place une nouvelle approche pour la promotion des activités juvéniles de manière à ancrer des valeurs et des convictions chez les jeunes,

à l'instar de la culture du bénévolat que le ministère aspire à inculquer à cette catégorie". "La stratégie de notre département ministériel repose sur l'instauration d'une nouvelle tradition consistant à organiser des camps d'hiver, similaires aux camps d'été organisés au profit des jeunes des régions du sud dans les wilayas côtières", a ajouté le ministre. Lancée depuis Timimoun avec la participation de 400 jeunes issus de 14 wilayas, cette manifestation prévoit l'organisation de camps d'hiver pour favoriser les rencontres entre les

jeunes algériens des différentes wilayas, a-t-il dit, soulignant que cette nouvelle orientation vise à insuffler une nouvelle dynamique au secteur de la jeunesse et à investir dans les atouts disponibles, y compris les structures du secteur de la Jeunesse, tout en encourageant le passage des activités traditionnelles vers des activités modernes favorisant la créativité et l'innovation. Le programme de cette manifestation prévoit diverses activités, notamment des ateliers encadrés par des spécialistes portant sur la citoyenneté, le bénévolat et la randonnée. M. Hidaoui a entamé sa visite à Timimoun par le lancement d'une vaste campagne de reboisement à Ksar Tala (12 km au nord de Timimoun), qui a vu la participation de volontaires représentant les services de la Conservation des forêts, le Croissant rouge algérien (CRA), les Scouts musulmans algériens (SMA) et des associations locales, outre les jeunes participants à cette manifestation. Le ministre a visité, par la suite, une exposition de produits artisanaux organisée dans le cadre de cette manifestation.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Signature d'un memorandum d'entente entre l'ESAA et une université sud-coréenne

Un memorandum d'entente a été signé entre l'Ecole Supérieure Algérienne des Affaires (ESAA) et l'université sud-coréenne Dongguk afin de renforcer la coopération académique entre les deux institutions, indique, jeudi, un communiqué de cette école publique. Le memorandum d'entente a été signé lors de la visite du directeur général de l'ESAA, Dr. Nourredine Menani, à Séoul, durant laquelle, il s'est entretenu avec Dr. Jae-Woong Yan, président de l'Université Dongguk. Les perspectives ouvertes par cet accord incluent, selon le communiqué, "des initiatives variées telles que la mobilité estudiantine et professorale, les projets de recherche interdisciplinaires et le développement de formations adaptées aux exigences croissantes d'un monde globalisé". Le directeur général de l'ESAA a estimé que cette démarche "témoigne de la volonté des deux pays amis à renforcer la

coopération bien ancrée dans nos histoires communes, notamment par le renforcement de la coopération académique entre les deux institutions", précise le communiqué. "En s'associant à une université de prestige telle que Dongguk, l'ESAA réaffirme son aspiration à rayonner à l'international en consolidant sa position d'acteur clé de l'enseignement supérieur en Afrique et au-delà", relève encore la même source. L'ESAA, qui dispense des formations à destination d'un public diversifié, allant de la licence pour les bacheliers aux formations alternées de haut niveau pour les professionnels, est un établissement public, née d'une coopération bilatérale dans le domaine de l'Enseignement Supérieur en 2004. Les efforts de l'institution l'ont menée à être classée parmi les meilleures Executive Education en Afrique, selon Eduniversal.

PÉTROLE

Le Brent clôture à 72,94 dollars

Les cours du pétrole se sont redressés vendredi à la faveur d'un fléchissement du dollar lié à un indicateur américain. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a grignoté 0,08%, à 72,94 dollars. Le baril de West Texas Intermedia (WTI) américain de même échéance a lui avancé de 0,11%, à 69,46 dollars.

SON PRIX À REBONDI DE PLUS DE 1%

Le retrait du dollar profite au soja à Chicago

Le marché américain a profité de la correction du dollar Index ce vendredi soir pour s'offrir un retour haussier. Les prix du maïs et de la fève de soja ont notamment rebondi de plus de 1 %, aidés par l'annonce par l'USDA d'une vente de 150 kt de maïs vers des destinations inconnues durant la séance. La tendance a également profité de considérations techniques après que le soja a touché son plus bas niveau en quatre ans en milieu de semaine. La tendance reste toutefois lourde à Chicago, face à la perspective de moissons particulièrement généreuses en

Amérique du Sud en 2025. L'huile de soja a d'ailleurs échoué à se relancer et a conclu la semaine sur un nouveau mouvement de retrait, en réaction aux incertitudes concernant l'avenir de la filière biodiesel aux États-Unis. Le prix des huiles végétales est en outre actuellement chahuté par la chute de l'huile de palme à la Bourse de Malaisie, sur fond de contraction de la demande. Le blé a également évolué de manière hésitante, face à la concurrence des productions de l'hémisphère Sud et à des flux encore dominants en provenance de mer Noire.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	-0,09	-0,56	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	0,69	2,11	7,05	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 238,00	2238,00	0,00	-0,86	-1,98	11,77	5,59	15433	34 539 054,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-4,24	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-13,03	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 18 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 18 décembre 2024

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg		دج / كلغ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	68	83	53	البطاطا	خضروات طازجة
	Tomate	70	80	60	المطماطم	
	Oignon sec	48	55	42	البصل الجاف	
	Ail sec	465	541	389	الثوم الجاف	
	Carotte	67	77	58	الجزر	
	Navet	79	90	69	لفت	
	Choux fleur	74	84	64	فربيون	
	Choux	71	80	62	الكرونب	
	Courgette	161	175	148	الكوسمة	
	Haricot vert	174	192	155	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	86	99	74	الخس	
Fruits frais	Clémentine	120	150	90	الكليمونتين	فواكه طازجة
	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	120	140	100	الليمون	
	Pomme locale	374	477	271	التفاح المحلي	
	Datte	496	629	363	التمر	
	Grenade	168	194	142	الربان	
	Banane	459	472	446	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1769	1901	1636	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	389	401	376	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)	

DJALAL BOUABDALLAH, EXPERT EN TRANSFORMATION DIGITALE ET CYBERSÉCURITÉ

«Il est impératif d'accélérer le processus de numérisation»

La numérisation de l'Algérie est en marche, avec des initiatives ambitieuses visant à moderniser les administrations et les services publics. Cependant, cette transformation digitale essentielle rencontre encore des obstacles significatifs, selon Djalal Bouabdallah, expert en transformation digitale et cybersécurité. Si les jalons de cette évolution ont été posés, notamment avec la création du Haut-commissariat à la numérisation et la présentation de la première Stratégie nationale de l'intelligence artificielle, il reste encore beaucoup à faire, notamment face à la lenteur administrative et aux coûts élevés qui freinent l'implémentation de projets numériques.

Par Mourad A.

Intervenant sur la Chaîne 3 de la Radio nationale, Djalal Bouabdallah a exprimé son inquiétude face à la lenteur de la numérisation dans le pays. Il a précisé : "Il est impératif que nous accélérions le processus, car chaque jour compte dans le domaine de la transformation digitale. Nous avons du retard, et de nombreux pays sont déjà en phase opérationnelle, ce qui nous place dans une situation de compétition difficile." Selon lui, la numérisation n'est pas simplement une question de modernisation des infrastructures, mais elle touche à l'ensemble des mécanismes de gouvernance et d'organisation des services publics. L'expert a détaillé les trois étapes majeures de la transformation numérique : la numérisation, qui concerne la numérisation des données et processus ; la digitalisation, qui intègre ces données dans des solutions technologiques efficaces ; et enfin, la transformation numérique, qui combine ces avancées pour créer de nouvelles valeurs ajoutées. "Nous ne pouvons pas nous contenter d'une numérisation de façade, il faut aller plus loin. La transformation numérique doit être totale et intégrée, et c'est un processus qui prendra du temps. Mais il est impé-

ratif de commencer dès maintenant", a-t-il insisté. Bouabdallah a également évoqué les défis concrets rencontrés par les acteurs du secteur, notamment la lenteur des démarches administratives pour l'importation des équipements nécessaires à la numérisation. "Les procédures administratives sont beaucoup trop lentes. Il faut parfois entre six mois et un an pour obtenir les autorisations d'importation d'équipements informatiques, ce qui est un véritable frein à la modernisation. De plus, les équipements acquis pendant ce délai risquent d'être déjà obsolètes", a-t-il déploré. Il a ajouté que ces délais nuisent à l'efficacité du processus et appellent à une révision en profondeur des procédures administratives pour qu'elles soient adaptées aux exigences de la transformation numérique. Un autre point sur lequel Bouabdallah a insisté est la question des coûts, notamment pour les professionnels du secteur. Il a souligné l'importance de réajuster les tarifs de connexion Internet pour permettre aux entreprises locales de s'impliquer dans le cloudcomputing, un secteur stratégique pour la numérisation. "Si les entreprises locales n'ont pas accès à une infrastructure de cloud compétitive et abordable, elles seront contraintes de se tourner vers des fournisseurs étrangers.

Cela signifie que nous perdrons en souveraineté numérique, un aspect crucial pour notre indépendance technologique." Pour lui, cette situation doit absolument être évitée si l'Algérie veut se positionner comme un acteur majeur de la transformation numérique en Afrique et à l'échelle mondiale. Bouabdallah a aussi souligné la nécessité de renforcer l'innovation et de créer un environnement propice à la création de nouvelles entreprises technologiques. "Il faut que les acteurs privés se sentent soutenus et protégés pour innover et investir dans ce secteur. L'Etat doit être le catalyseur de ce changement, en apportant des solutions concrètes aux défis économiques et logistiques qui ralentissent la numérisation." Il a ainsi appelé à une révision des politiques publiques et des priorités de financement pour accompagner cette transition technologique. Ainsi, pour Bouabdallah, l'Algérie a l'opportunité de devenir un leader régional dans le domaine numérique, mais elle doit pour cela surmonter les obstacles liés à la lenteur administrative et aux coûts élevés. La modernisation de la réglementation, l'accélération des processus d'importation, et l'amélioration des infrastructures locales sont des préalables nécessaires à la réussite de la numérisation.

DE NOMBREUX PROJETS DE CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES LANCÉS

L'Algérie amorce une transition énergétique ambitieuse

Par M. A.

L'Algérie, longtemps perçue comme un géant des énergies fossiles, semble désormais tourner un nouveau chapitre dans son histoire énergétique. Après des années d'attente, le pays amorce enfin une transition énergétique ambitieuse, en mettant en œuvre de grands projets dans le domaine des énergies renouvelables. Selon un rapport de la plateforme américaine « Horizon Engage », spécialisée dans les analyses prospectives, l'Algérie commence à réaliser son potentiel en matière d'énergie solaire et éolienne, avec des objectifs ambitieux pour les années à venir. Le gouvernement algérien, conscient de la richesse naturelle dont dispose le pays, a lancé plusieurs projets de centrales solaires photovoltaïques à grande échelle. Parmi les plus emblématiques figure la centrale solaire de la wilaya de M'ghair, qui devrait produire 200 mégawatts d'ici 2025. Ce projet est le premier d'une série de vingt autres, destinés à atteindre une capacité de 3 000 mégawatts d'énergie propre à l'horizon 2027, multipliant ainsi par sept la production actuelle d'énergie renouvelable du pays. La transition vers les énergies renouvelables en Algérie représente un changement de paradigme, après des décennies d'exploitation des hydrocarbures, secteur clé de l'économie nationale. Pourtant, les autorités algériennes semblent désormais convaincues que les énergies renouvelables ne sont pas un concurrent des énergies fossiles, mais plutôt un complément qui pourrait contribuer à stabiliser les finances du pays et à réduire sa dépendance aux exportations de pétrole et de gaz. Avec ses vastes étendues désertiques bénéficiant de plus de 3 500 heures d'ensoleillement annuel, l'Algérie possède un atout majeur pour le développement de l'énergie solaire. En outre, la proximité géographique avec l'Europe constitue un avantage stratégique pour exporter de l'électricité verte vers le vieux continent, un marché en pleine expansion pour des solutions énergétiques durables. Cependant, malgré son potentiel colossal, le pays n'a exploité qu'une fraction de ses ressources en énergie renouvelable, et plusieurs défis demeurent. La question de l'attractivité pour les investisseurs étrangers, la mise en place d'infrastructures adéquates et la libéralisation du marché de l'énergie sont autant de points cruciaux qui détermineront l'ampleur de la transition. Les autorités algériennes, sous la présidence d'Abdelmadjid Tebboune, ont déjà révisé les objectifs nationaux pour 2035, visant à produire 15 000 mégawatts d'énergie renouvelable d'ici 2035, un objectif ambitieux mais réaliste si les réformes nécessaires sont mises en œuvre. L'Algérie a donc amorcé un virage stratégique important dans son secteur énergétique. Le chemin est encore semé d'embûches, mais les bases sont désormais posées pour faire du pays un acteur incontournable des énergies renouvelables à l'échelle régionale et internationale.

STRATÉGIE NATIONALE DE L'INNOVATION

Ce que propose le CNRST

Par R. E.

Le président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST), Mohamed Tahar Abadlia, a affirmé, hier à Alger, que le Conseil propose une stratégie axée sur l'encouragement de l'innovation, la promotion de la culture de l'évaluation et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Président l'ouverture du séminaire national intitulé «Stratégie nationale de l'innovation : Algérie horizon 2027», organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Abadlia a indiqué que la stratégie proposée par le CNRST dans le domaine de la recherche scientifique et du développement technologique «s'appuie sur l'innovation, l'évaluation, la valorisation et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles pour dynamiser la compétitivité». La vision du Conseil sur la stratégie proposée tend à «relancer la dynamique du système national de recherche et d'innovation, à travers le renforcement des mécanismes de gouvernance, l'amélioration de la performance des institutions et l'encouragement des échanges interdisciplinaires, en s'appuyant notamment sur les sciences humaines et sociales dans l'élaboration de la vision stratégique et la mise en œuvre de la politique nationale de recherche», a-t-il ajouté. Il a, à ce titre, relevé l'importance de promouvoir la culture de l'évaluation et d'en faire «un véritable outil» de développement de la recherche scientifique et de l'innovation, afin de «mettre

en place des indicateurs prédéfinis pour évaluer toute politique nationale, en vue de garantir son succès et d'améliorer les processus de mise en œuvre». Evoquant les potentialités de l'Algérie en matière de création d'un système d'innovation efficace, notamment avec l'existence d'une énergie juvénile maîtrisant les technologies, M. Abadlia a appelé à «réunir les conditions nécessaires pour valoriser les créations des compétences et financer leurs projets innovants». A cette occasion, il a souligné la nécessité de développer les accélérateurs d'entreprises, les incubateurs et les centres d'excellence, ainsi que de stimuler l'innovation au niveau local pour relever les défis et sensibiliser la société à l'importance des sciences et de leurs applications. Par ailleurs, M. Abadlia a insisté

sur l'importance de la coordination entre les différents acteurs, notamment en ce qui concerne le développement de la coopération entre les universités, les investisseurs et les secteurs concernés par la recherche scientifique, en vue de développer les start-up et de transformer les idées en produits commercialisables, et contribuer ainsi au développement local et national. A noter que cette rencontre a vu l'organisation d'ateliers et de séances-débats animées par des experts et des chercheurs et de représentants de 14 départements ministériels, portant sur des thématiques liées à la création, à l'innovation et à l'invention, outre l'examen des moyens de développement de la stratégie nationale dans le domaine de la recherche scientifique et du développement technologique.

EAU POTABLE À AIN TOUTA, BENI FEDHALA ET MAAFA (BATNA)
Les travaux de connexion à KoudietLemdouar Lancés

Les travaux de renforcement de l'approvisionnement en eau potable des communes d'Ain Touta, Béni Fedhala et Maâfa, dans la wilaya de Batna, à partir du barrage de KoudietLemdouar de Timgad, ont été lancés, a indiqué le Directeur des Ressources en Eau (DRE), DjoudiBensalah. Celui-ci a précisé que l'opération, qui bénéficiera à plus de 200.000 habitants de ces trois communes composant la daïra d'Ain Touta, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'urgence 2024 décidé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au cours de l'été passé, pour améliorer l'alimentation en eau potable des localités confrontées à un déficit en ce domaine. L'opération, qui mobilise une enveloppe financière de 800 millions de dinars, assurera le raccordement de ces communes à la canalisation principale du couloir qui approvisionne la ville de Barika et une partie de la ville d'Ain Touta depuis ce même barrage, a précisé la même source. Le projet porte ainsi sur la réhabilitation et l'extension du réseau d'approvisionnement en eau potable et la réalisation de trois forages de 800 mètres de profondeur de sorte à permettre à chaque commune de bénéficier à la fois des eaux superficielles et souterraines pour compenser l'une par l'autre en cas de déficit, note le même responsable.

PARC INDUSTRIEL DE SIDI ROMANE (CONSTANTINE)

Le Wali rencontre des investisseurs locaux

Le wali de Constantine, AbdelkhalekSayouda, a présidé une réunion de coordination avec les investisseurs détenteurs de contrats de concession au parc industriel de Sidi Romane.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre des directives présidentielles visant à promouvoir l'investissement et à lever les obstacles entravant la réalisation des projets créateurs de richesse et d'emplois. Dans son allocution d'ouverture, le wali a souligné que cette rencontre s'inscrit dans le cadre du lancement effectif des projets d'investissement enregistrés dans le parc. Il a notamment mis en avant l'avancement significatif des travaux d'aménagement, avec la disponibilité des réseaux de gaz, d'électricité, la connexion en cours au réseau d'eau et la couverture en fibre optique. Il a précisé que 160 investisseurs ont obtenu des contrats de concession et sont désormais attendus pour faire avancer leurs projets.

Sayouda a annoncé la création d'une cellule au cabinet du wali, présidée par le secrétaire général, pour examiner les demandes des investisseurs dans un délai d'une à deux semaines. Il a également insisté sur les instructions strictes données aux services administratifs pour traiter les demandes de permis de construire sans bureaucratie excessive. Les investisseurs pourront, dès la semaine prochaine, renouveler leurs permis de construire et commencer la réalisation de leurs projets. Le wali a averti que les attributions pourraient être annulées pour ceux qui ne démontreront pas d'avancées concrètes dans leurs investissements. Au cours de la réunion, les investisseurs présents ont eu l'opportunité d'exposer leurs préoccupations et ont salué cette initiative

qui témoigne d'une volonté réelle de l'administration de les accompagner dans la concrétisation de leurs projets, au service de l'économie locale et nationale. La rencontre s'est conclue par les interventions des directeurs concernés qui ont répondu aux questions et préoccupations des investisseurs. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie globale de l'État visant à dynamiser l'investissement local et à créer un environnement propice au développement économique. La réunion s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée Populaire de Wilaya (APW), du secrétaire général de la wilaya, du wali délégué de la circonscription d'Ali Mendjeli, ainsi que des responsables locaux et des directeurs exécutifs concernés.

E-PAIEMENT

Près de 1.200 commerces dotés de terminaux de TPE à Sétif

Pas moins de 1.169 locaux commerciaux dans la wilaya de Sétif ont été dotés de terminaux de paiement électronique (TPE), apprend-on du directeur du commerce et de la promotion des exportations, Rachid Hammadi. Dans une déclaration à l'APS en marge de la troisième et ultime journée du salon national de l'e-commerce et technologie tenu au Centre commercial Park Mall à l'ini-

tiative de l'entreprise Ritaj Expo Afro Asie, le même responsable a indiqué que la manifestation a réservé 32 pavillons à des opérateurs économiques acteurs de l'e-commerce et aux dispositifs de soutien à l'investissement, dont NESDA et les directions de l'emploi et du commerce. Pas moins de 1.169 TPE ont été retirés auprès des diverses institutions financières pour être utilisés par les commerces et l'opéra-

tion se poursuit et connaît un engouement notable des commerçants au regard des avantages du e-paiement, dont sa facilité d'utilisation et sa rapidité par rapport aux modes traditionnels de paiement par chèque ou cash, a précisé le même responsable. Selon la même source, le nombre des opérateurs détenteurs de code spécial de l'activité de e-commerce est en courbe ascendante et a at-

teint 99, dont 45 personnes physiques et 54 morales. Le même directeur a ajouté que sur 110.000 registres de commerces classiques inscrits, 92 % ont été transformés en registres électroniques et l'opération se poursuit encore. Le salon national du e-commerce et technologie tenu du 16 au 18 décembre a reçu 10.000 visiteurs, dont la majorité de la catégorie des jeunes, selon les organisateurs.

TIZI-OUZOU

Plus de 30 exposants à la 6^e édition de la Foire du miel du Djurdjura

La 6e édition de la Foire du miel du massif du Djurdjura s'est ouverte jeudi à la placette de l'ancienne mairie de Tizi-Ouzou avec la participation de 32 apiculteurs exposants. Organisée par la Coopérative agricole polyvalente de Tizi-Ouzou (CAPTO), en collaboration avec l'Assemblée populaire de wilaya (APW), la manifestation s'étalera jusqu'au 29 de ce mois de décembre. L'objectif principal de cette 6e édition est de « permettre aux apiculteurs exposants de commercialiser leurs produits, et aussi, de rapprocher le consommateur du producteur », a souligné le président de la CAPTO, RemdaneLadaouri. Dans ce sil-

lage, M. Ladaouri a fait remarquer que l'un des écueils que rencontrent la filière apicole, en sus des aléas climatiques, est « l'absence de réseau de commercialisation du produit ». « Très souvent les apiculteurs font face à la mévente de leurs produits, ce qui n'est pas encourageant pour leur activité. La CAPTO essaye de remédier à ce problème majeur en intensifiant les foires et en mettant au point un nouveau système de vente », a-t-il dit. Il a fait savoir, dans ce contexte, l'adoption d'une démarche de mise en place d'un réseau de commercialisation des produits de la ruche à travers les espaces

commerciaux au niveau de la wilaya et aussi à l'échelle nationale, en centralisant l'ensemble de la production des apiculteurs au niveau de la CAPTO qui compte « quelques 170 adhérents ». Cette année, un contrôle de qualité « rigoureux » a été effectué sur l'ensemble des produits exposés pour offrir au consommateur un produit de qualité, selon M. Ladaouri. « Nous voulons instaurer une relation de confiance entre consommateurs et producteurs en offrant un produit de qualité et en promouvant le miel cristallisé », a conclu le président de la CAPTO.

EL-MENIAA

Sonatrach octroie un don de 10 millions DA au profit de 11 clubs et associations sportives

Le Groupe Sonatrach a octroyé, jeudi à El-Meniaa, un don de dix (10) millions DA au profit de 11 clubs et associations sportives engagés dans différentes disciplines et divisions, a-t-on appris de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS). Cette action s'est déroulée lors d'une

cérémonie au siège de la wilaya présidée par le wali, Mokhtar Benmalek et le chef de département sponsoring et mécénat de Sonatrach, Bencheikh Belkacem, en présence des représentants des clubs et associations sportives concernés et cadres de l'entreprise. Le directeur du secteur, Abdelkader

Zengat a, dans une déclaration à l'APS, mis en avant l'importance de cette initiative qui s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement du mouvement sportif, exprimant son souhait que des initiatives similaires puissent toucher d'autres clubs et associations de la wilaya. De leur côté, des présidents et repré-

sentants des clubs et associations sportives ont salué l'initiative, estimant qu'elle pourrait contribuer, selon eux, à "couvrir une partie de leurs besoins essentiels au cours de l'actuelle saison sportive, tels que ceux liés aux frais d'hébergement et de déplacement entre les wilayas".

L'Europe saura-t-elle faire face ?

La nouvelle Commission européenne a inclus la défense dans ses priorités. Et la présidente Ursula von der Leyen veut aller plus loin. « Il reste que le moment venu, c'est la volonté et l'unité des Européens, du moins des principales nations militaires, qui seront déterminants. L'interrogation demeure ».



Par **Cyrille Schott***

L'élection de Donald Trump met l'Europe au pied du mur. Même si les décisions de ce peu prévisible personnage ne peuvent être précisément envisagées, l'on sait que le soutien à l'Ukraine et la défense de l'Europe seront interrogés. L'Union européenne sera-t-elle capable de faire face à ce « défi » américain ? De vrais doutes existent quant à cette capacité, pour diverses raisons : la faiblesse de la France et de l'Allemagne, de leur « couple », la volonté du chancelier Scholz de se présenter en candidat de la paix aux élections de février prochain ; la progression, lors de récentes élections en Allemagne, en Autriche ou en Roumanie, de forces hostiles aux livraisons d'armes à l'Ukraine ; la présence parmi les dirigeants de l'UE de proches de Poutine, dont le médiatique Viktor Orban, le Premier ministre hongrois ; la sympathie de ces mêmes responsables, et d'autres, envers le Président Trump ; la difficulté de tant d'Européens, du haut en bas des sociétés, à concevoir la confrontation avec le si puissant allié américain, et l'avancée d'une fatigue de la guerre. Bref, la faiblesse, fruit de la division et du défaut de volonté, risque de marquer la politique européenne face à la donne nouvelle introduite par Trump. Comme, en situation de crise, le pire n'est jamais sûr de la part des Européens il faut toutefois considérer des faits allant en sens inverse de la résignation. La nouvelle Commission européenne a inclus la défense dans ses priorités. Cela dans la continuité des changements consécutifs au Brexit et à la guerre en

Ukraine. Ceux-ci ont conduit l'UE à inscrire, pour la première fois, la défense dans son budget et à financer des livraisons d'armes à l'Ukraine, ils ont provoqué des initiatives, dues largement au commissaire français Thierry Breton, visant à muscler la production d'armements européenne. Dans les orientations politiques qu'elle a présentées à Strasbourg le 18 juillet, la présidente Ursula von der Leyen veut aller plus loin. Dans les cent premiers jours du mandat, elle compte présenter, avec la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, un livre blanc sur l'avenir de la défense européenne. La présidente de la Commission veut renforcer le programme pour l'industrie européenne de la défense (EDIP), dévoilé en mars 2024, en encourageant la passation conjointe de marchés pour combler les lacunes les plus critiques de l'UE. Elle veut porter, en concertation avec les États membres et en coordination avec l'OTAN, des projets de défense d'intérêt commun, tels un bouclier aérien européen et la cyberdéfense. Elle veut inciter la Banque européenne d'investissement à contribuer aux investissements de défense. Au conseil européen du 27 juin 2024, elle a estimé à 500 milliards d'euros ces besoins d'investissement dans la prochaine décennie. Des discussions avanceraient en ce moment au sein de l'UE pour créer un fonds doté au moins de cette somme de 500 milliards d'euros afin de financer des achats d'armes et des projets communs. Ce fonds, ouvert à des pays non membres de l'UE, comme le Royaume Uni et la Norvège, serait alimenté par des emprunts garantis par chaque État volontaire. Pour la première fois, a été désigné un

commissaire européen à la défense, Andrius Kubilius, qui a été premier ministre de la Lituanie. A la conférence de sécurité de Berlin, le 20 novembre, il a déclaré qu'il fallait, d'une part, se préparer d'urgence à la possibilité d'une agression russe contre l'UE, et, d'autre part, se préparer au défi d'États-Unis se détournant de plus en plus de la défense européenne pour faire face à la Chine. Avec la nouvelle Haute représentante et vice-présidente de la Commission, Kaja Kallas, ancienne première ministre d'Estonie, il forme une paire de dirigeants européens, issus des États baltes, à la fois atlantistes et conscients de la nécessité pour l'Europe de muscler sa défense. Dès sa prise de fonction le 1er décembre, Kaja Kallas s'est rendue à Kiev avec Antonio Costa, le nouveau président du Conseil européen et ancien premier ministre portugais, pour signifier la fermeté du soutien européen. La Commission investit le champ de la défense au point d'inquiéter des États considérant qu'il s'agit de leur domaine réservé. Ursula Von der Leyen observe dans ses orientations que « les États membres conserveront toujours la responsabilité de leurs propres armées, de la doctrine au déploiement », en ajoutant : « mais l'Europe peut... soutenir et coordonner les efforts visant à renforcer la base industrielle, l'innovation et le marché unique sur le plan de la défense ». Il faut trouver l'équilibre entre ces deux volets, ce qui supposera des débats, inhérents à la nature de la construction européenne. Comme ailleurs, la Commission devra s'écarter du dogme de la concurrence, pour viser des industries de l'armement fortes. Quant aux États, qui ont accru leurs dépenses militaires, ils devront savoir surmonter leurs égoïsmes et l'inclination à

acheter leurs armes hors d'Europe, spécialement aux États-Unis. Ils pourront à cet effet utiliser des instruments créés par la Commission, dans un rôle d'aiguillon. Dans leur responsabilité propre, des pays comme la France, le Royaume Uni, la Pologne, les États nordiques et baltes se concertent sur les mesures, y compris l'envoi sur place de personnel militaire, à adopter pour pallier un désengagement américain d'Ukraine. Un autre concept apparaît : l'europanisation de l'OTAN. Dans une interview accordée au magazine The European, Security and Defence Union [1], l'ancien directeur de l'École de guerre, le général Jean-Marc Vigilant, porte cette idée, en envisageant notamment un SA-CEUR européen, un commandant suprême de l'OTAN européen. Friedrich Merz, le président de la CDU et possible futur chancelier allemand, dans un texte paru dans le Monde, le 6 novembre, appelle à s'affranchir plus des Américains, en reprochant notamment au chancelier Scholz d'avoir annulé le sommet de Ramstein des pays aidant l'Ukraine, au seul motif de l'impossibilité du président Biden d'y venir. Cette expression du chef d'un parti historiquement attaché à l'alliance américaine est à relever. Ces éléments montrent l'engagement de démarches chez les Européens pour faire face au « défi Trump ». Il reste que le moment venu, c'est la volonté et l'unité des Européens, du moins des principales nations militaires, qui seront déterminants. L'interrogation demeure. (*) Ancien conseiller au cabinet du président François Mitterrand, préfet de région honoraire

Source : La Tribune.fr

MAURITANIE

La BAD approuve un prêt de 150 millions de dollars pour accroître la capacité logistique de la SNIM et renforcer le secteur minier

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé, un prêt de premier rang de 150 millions de dollars à la Société nationale industrielle et minière (SNIM) pour accroître sa capacité logistique et renforcer le secteur minier de la Mauritanie. L'appui de la Banque permettra à la SNIM de mettre en œuvre un programme d'expansion de la capacité logistique de 467 millions de dollars afin de doubler la capacité de transport de son chemin de fer du mine-rai de fer d'ici à 2030. Le programme d'investissement ouvre la voie à la production de produits à plus forte valeur ajoutée, tels que les boulettes de minerai de fer. Il prévoit la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 12 MW, car la société s'engage sur la voie de la décarbonisation de ses activités. Cette initiative souligne l'engagement du Groupe de la Banque africaine de développement à favoriser une croissance économique durable et à promouvoir un développement inclusif en Mauritanie. « Ce programme est un précurseur clé pour la croissance future de la SNIM en tant que producteur de minerai de fer de haute qualité et facilitera son intégration en aval. Il représente une avancée significative pour le secteur minier mauritanien et permettra la création d'un véritable pôle industriel régional à moyen terme, a déclaré Solomon Quaynor, vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement chargé du Secteur privé, de l'Infrastructure et de l'Industrialisation. Le projet est également en mesure d'apporter des avantages sociaux et économiques significatifs, y compris l'autonomisation des communautés, la création d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes, et la mise en place de nouveaux partenariats régionaux ».

ÉGYPTE

Bientôt un centre de commerce de céréales avec la Biélorussie

L'Égypte est le premier marché pour le blé en Afrique. Dans le pays, le recours aux importations se renforce notamment en raison de la croissance des besoins sur le marché domestique mais aussi des ambitions d'exportation de produits dérivés.

L'Égypte envisage la possibilité de créer un centre de commercialisation et de transformation des céréales avec la coopération de la Biélorussie. Il s'agira d'une zone logistique pour importer les céréales, les transformer et commercialiser des produits céréaliers. Dans un communiqué publié le mercredi 18 décembre sur sa page Facebook, le gouvernement indique que ce projet vise notamment à répondre aux besoins en céréales du marché égyptien et à soutenir les exportations de produits céréaliers vers les marchés arabes et africains. « Les deux parties se sont mises d'accord sur la nécessité d'intensifier les rencontres entre les responsables des deux pays dans les mois à venir pour établir une feuille de route afin de lancer une coopération industrielle importante », peut-on lire dans le communiqué.



Ce projet, s'il se concrétise, permettra à l'Égypte dont l'industrie de transformation des céréales monte déjà en puissance, de se renforcer davantage avec l'installation de nouvelles infrastructures. En effet, le pays a expédié 1,5 million de tonnes de farine de blé sur le marché mondial en 2023/2024, soit le triple de sa moyenne affichée sur les 5 dernières années. D'après le Département américain de l'agriculture (USDA), cette performance s'explique par des investissements massifs consentis par les minotiers depuis une décennie. Par ailleurs, l'organisme américain estime que l'Égypte devrait redevenir le premier importateur mondial de blé devant l'Indonésie en 2024/2025 avec des achats attendus à 12,5 millions de tonnes.

TUNISIE - PROJETS BLOQUÉS

L'heure de la relance a-t-elle sonné ?

Le gouvernement Tunisien n'a pas consacré beaucoup de ressources à l'investissement pour l'exercice 2025, mais a alloué des enveloppes importantes aux projets bloqués dont la réalisation devra être accélérée pour atteindre les objectifs de croissance, a indiqué le ministre de l'Economie et de la planification, Samir Abdelhafidh. Dans sa réponse aux interrogations des députés lors d'une plénière consacrée, vendredi, à l'examen du projet de loi portant approbation du contrat de financement, conclu en date du 13 juin 2024, entre la Tu-

nisie et la Banque européenne d'investissement (BEI) pour contribuer au financement du projet de doublement de la route nationale 13 reliant les gouvernorats de Kasserine et Sfax, Abdelhafidh a souligné que le taux de croissance envisagé (3,2%) pour 2025 et considéré par plusieurs personnes comme irréaliste demeure un « taux ambitieux ». Dans le même contexte, le ministre a souligné que la Tunisie a honoré ses engagements internationaux et financiers, ce qui lui a permis, en dépit des obstacles, d'obtenir des financements étrangers, destinés à l'inves-

tissement public en infrastructure, précisant que cette opération va promouvoir l'investissement privé. Il a souligné que le ministère de la Planification, en coordination avec divers ministères et structures, a décidé de ne présenter aucun projet pour un financement externe, tant qu'il n'est pas prêt et réalisable. Cette décision a été prise après avoir constaté que de nombreux projets financés par des bailleurs de fonds étrangers sont bloqués en raison du manque de préparation du projet et de l'absence de financement. Cela coûte à l'État des res-

sources financières en raison des retards d'exécution, a-t-il précisé. Le ministre a passé en revue les étapes les plus importantes prises par le gouvernement aux niveaux national et régional pour faire avancer les projets bloqués et identifier des solutions pour les projets régionaux, à travers sa présentation au comité supérieur pour l'accélération de la réalisation des projets publics. Il s'agit également de la publication de plusieurs circulaires, notamment la circulaire n° 27 de 2024 relative aux procédures de promotion de l'investissement.

CONFORMÉMENT À LA DÉCISION DE LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAINE

SAMA abaisse son taux d'intérêt de référence à 5 %

La banque centrale d'Arabie saoudite a abaissé son taux d'intérêt de référence à 5 %, sa troisième baisse cette année, s'alignant sur la décision de la Réserve fédérale américaine de réduire ses taux de 25 points de base. L'institution, également connue sous le nom de SAMA, a réduit son taux d'accord de rachat à 5 % et le taux d'accord de rachat inverse à 4,5 %, a-t-elle déclaré dans un communiqué. Cette mesure vise à maintenir la stabilité monétaire dans un contexte de changement des conditions économiques mondiales. Elle s'aligne sur la décision de la Réserve fédérale américaine, qui a également réduit ses taux de 25 points de base, ramenant sa fourchette cible en-

tre 4,25 % et 4,5 %. "Cette décision est conforme au mandat de la SAMA, qui est de préserver la stabilité monétaire dans le contexte de l'évolution mondiale", a déclaré la SAMA. Cette réduction fait suite à une réduction plus agressive de 50 points de base en septembre et reflète un rééquilibrage de la politique à mesure que les pressions inflationnistes s'atténuent. Cette mesure devrait faire baisser les coûts d'emprunt et soulager les banques après deux années de taux élevés destinés à freiner l'inflation. Les banques centrales du Conseil de coopération du Golfe, dont les monnaies sont largement ancrées au dollar, ont suivi l'exemple de la Fed, malgré des niveaux d'inflation relativement

stables dans la région. Les Émirats arabes unis ont réduit leur taux de facilité de dépôt au jour le jour de 25 points de base, à 4,4 %, tandis qu'Oman a réduit son taux de prise en pension de la même marge, à 5 %. Le Qatar a opté pour une réduction légèrement plus importante, abaissant ses trois taux principaux de 30 points de base. Bahreïn a réduit son taux de dépôt au jour le jour de 25 points de base pour le ramener à 5 %. Dans une déclaration séparée, la Banque centrale du Koweït a annoncé mercredi qu'elle avait adopté une "approche graduelle et équilibrée" de la politique monétaire, réduisant son taux d'escompte de 25 points de base à 4 pour cent, à compter du 19 septembre.

Commentant la décision des banques du CCG, Mahmoud Khairy, économiste et conseiller politique, a déclaré à Arab News : "Cette stratégie de synchronisation avec la Fed américaine aide les économies du CCG à gérer l'inflation et à soutenir la croissance économique en réduisant les coûts d'emprunt. Il a toutefois précisé que cette stratégie dépendait de l'évolution de la politique économique américaine. "Si les États-Unis s'orientent vers un assouplissement monétaire, les banques centrales du CCG pourraient être confrontées à des difficultés pour concilier leurs propres besoins économiques avec le maintien de l'ancrage des monnaies et de la confiance des investisseurs", a expliqué M. Khairy.

GHANA

L'émirati Fujairah veut acheter 500 millions \$ d'or de la mine Bibiani

Du même nom que l'un des États fédérés des Émirats arabes unis, Fujairah Holdings est un fonds d'investissement présent dans le secteur minier. C'est l'un des actionnaires d'Asante Gold, compagnie canadienne qui exploite les mines d'or Bibiani et Chirano au Ghana.

La société émiratie Fujairah Holdings a conclu un accord avec Asante Gold, pour lui acheter à terme 500 millions \$ d'or. C'est l'annonce faite le 19 décembre par la compagnie minière canadienne, qui précise que l'or vendu proviendra de sa mine Bibiani au Ghana. Fujairah a effectué un dépôt initial de 100 millions \$ et recevra les livraisons d'or correspondantes du 28 mars 2025 au 28 juin 2025. Quatre autres dépôts anticipés du même montant seront ensuite effectués sur une période de 22 mois, suivis à chaque fois des livraisons

d'or. Notons que Fujairah bénéficiera d'une réduction de 7 % par rapport au prix de l'or sur le marché au moment des livraisons. Aucun détail n'a été donné sur les raisons ayant poussé Fujairah à signer ce contrat. Fondée par Hamad bin Mohammed Al-Sharqi, souverain de l'émirat de Fujairah, État fédéré des Émirats arabes unis, la société a déjà montré son intérêt pour l'or ghanéen, en tentant sans succès de racheter Asante Gold. Fujairah est d'ailleurs l'actuel deuxième actionnaire de la compagnie canadienne et indique sur son site web son intention

d'investir « dans des opportunités très sélectives pour créer des valeurs exclusives et à long terme pour les actionnaires ». L'or peut être un actif clé de cette stratégie, puisque le métal jaune constitue un actif de réserve reconnu. L'investissement de Fujairah devrait aider Asante à poursuivre la montée en puissance de ses opérations au Ghana. En dehors de Bibiani, la compagnie exploite dans le pays la mine d'or Chirano et vise une production annuelle de 500 000 onces d'ici 2028, contre un peu plus de 200 000 onces en 2023.

POUR AUGMENTER LA PRODUCTION DE RIZ GRÂCE À L'IRRIGATION

La BAD donne 11,5 millions \$ au Tchad

Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement, le guichet de prêt à taux concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement a accordé le 17 décembre 2024 à Abidjan, un don de 11,53 millions de dollars américains au Tchad pour mettre en œuvre le Projet d'appui au développement des infrastructures rurales et de la promotion des chaînes de valeurs agricoles au Tchad (PADIR-CVA) « Le Tchad, pays sahélien et enclavé, fait face à des défis majeurs, notamment en matière de diversification de son économie, de réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Ce projet

visé à augmenter la production du riz par l'irrigation pour s'affranchir des aléas climatiques et contribuer à réduire l'insécurité alimentaire au Tchad », a déclaré Claude N'Kodia, responsable pays de la Banque africaine de développement au Tchad. Le projet prévoit l'aménagement d'un périmètre irrigué avec maîtrise totale de l'eau de 240 hectares qui comprend l'installation d'une station de pompage par l'énergie solaire. Il s'agit d'un réseau de transport de l'eau sous pression en PVC, d'un réseau des canaux bétonnés, d'un réseau des pistes longeant les canaux, d'une digue de protection du périmètre, d'un réseau de

colature (drain principal et secondaires), ainsi divers ouvrages en bétons armés (ouvrages de prise, de régulation de franchissement). Le projet prévoit également, l'organisation et renforcement des capacités des producteurs, la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes et la promotion de chaîne de valeur agricole. Le projet mettra en place des infrastructures socio-économiques pour faciliter la transformation, le stockage et la commercialisation des produits agricoles produits localement. La population de la province du Mayo-Kebbi Est en sera le principal bénéficiaire.

POUR AMÉLIORER LE CORRIDOR ÉCONOMIQUE DOUALA-NDJAMENA

Un prêt de 330 millions d'euros de la BAD

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement, a approuvé le 13 décembre 2024, à Abidjan, un prêt de 318,24 millions d'euros au Cameroun pour mettre en œuvre la quatrième phase du Programme d'appui au secteur des transports – Reconstruction du corridor économique Douala-N'Djamena-Section Ngaoundéré-Garoua (PAST 4). A cet appui financier, s'ajoute un autre prêt de 12,24 millions d'euros du Fonds africain de développement, guichet de prêt à taux concessionnel du Groupe de la Banque. « Le choix politique des autorités camerounaises en faveur du relèvement constant, du niveau de service du corridor Douala-N'djamena, long de 2100 km se justifie par le fait qu'il concentre près de 35% du PIB du Pays et dessert respectivement 35% et 20% des populations camerounaises et tchadiennes. La réhabilitation de la section la plus dégradée, Ngaoundéré-Garoua permettra d'améliorer la performance du réseau routier camerounais à l'effet de promouvoir la participation et l'investissement privé dans les secteurs agroindustriels, du transport et de la logistique, le long du corridor Douala-N'Djamena et facilitera en même temps, le commerce transfrontalier », a indiqué Serge N'Guessan, directeur général de la Banque africaine de développement pour l'Afrique centrale.

BOTSWANA

Scatec boucle le financement pour 60 MW d'énergie solaire

Le Botswana dispose d'un vaste potentiel en matière d'énergie solaire, avec plus de 3200 heures d'ensoleillement par an. La Vision 2036 du pays prévoit une part de 50% d'énergies renouvelables dans son mix énergétique d'ici 2036. Scatec ASA a annoncé ce jeudi 19 décembre avoir bouclé le financement pour une extension de 60 MW du complexe solaire Mmadinare au Botswana. En août 2022, le producteur norvégien d'énergie renouvelable

avait signé un contrat avec la Botswana Power Corporation (BPC) pour une installation solaire photovoltaïque de 60 MW dans le district de Mmadinare, avant qu'on lui attribue au cours du 3e trimestre 2023, l'autorisation d'extension portant la capacité totale à 120 MW. Alors que le financement de la 1ère phase a été bouclé depuis décembre 2023 et qu'elle est en cours de construction, la 2e va bientôt démarrer et considérablement renforcer le parc éner-

gétique du pays tout en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre. Elle devrait concrètement permettre d'alimenter environ 20 000 foyers par an et éviter l'émission d'environ 48 000 tonnes de CO2. Les dépenses d'investissement totales pour l'ensemble des 120 MW sont estimées à 108 millions USD par Scatec, somme pourvue grâce à des emprunts à la First National Bank of Botswana et la Société financière interna-

tionale (SFI), ainsi que sur fonds propres. « Nous marquons une nouvelle étape dans notre parcours en matière d'énergie renouvelable au Botswana en démarrant la construction de la 2e phase du projet. En doublant la capacité de la centrale solaire, nous démontrons l'efficacité de notre stratégie, de notre modèle d'entreprise robuste et de notre volonté de contribuer à la transition vers l'énergie verte en Afrique » a déclaré Terje Pilskog, PDG de Scatec.

Bien que le Botswana possède d'importantes ressources en charbon, le pays ambitionne d'opérer une transition vers les énergies renouvelables. Il s'inspire notamment de son voisin sud-africain, qui démontre à travers ses programmes que la transition peut être durable et rentable pour des secteurs clés dont l'industrie minière, tout en s'alignant sur les objectifs mondiaux de réduction des émissions de carbone.

POUR SOUTENIR SES RÉSULTATS

Shell mise sur l'Angola

Le 3ème trimestre 2024 a été particulièrement positif pour la multinationale pétrolière Shell qui cherche de nouvelles opportunités d'investissement dans le pétrole et le gaz africain, particulièrement en Angola. Bien qu'elle ait annoncé il y a quelques mois, sa décision de réduire de 20 % ses effectifs dédiés à l'exploration pétrogazière à travers le monde, Shell cible de nouveaux investissements en Afrique où elle est bien établie.

Selon des informations relayées mardi 17 décembre, citant des sources proches de l'industrie pétrolière, la major pétrolière anglo-néerlandaise cherche à se positionner en Angola, notamment dans la zone offshore du pays, dont elle s'est retirée deux décennies auparavant. On sait qu'il y a environ trois semaines, la multinationale a signé un protocole d'accord avec l'Agence nationale angolaise pour le pétrole, le gaz et les biocarburants (ANPG) en

vue d'étudier en détail plusieurs zones offshore, spécifiquement les blocs 19, 34, 35, 36, 37 et 43. L'étude vise concrètement à préciser le potentiel de ces zones d'intérêt en termes de ressources pétrolières et gazières ouvrant potentiellement la voie à la planification de futures opérations d'exploration voire de production d'hydrocarbures. Cette perspective dont l'éventuelle concrétisation dépend encore de la conclusion, par exemple, d'un ou plu-

sieurs contrats de partage de production (PSC) scellant l'engagement concret des parties prenantes, offrirait à Shell l'opportunité d'accroître ses profits pétroliers. Pour le 3ème trimestre 2024, Shell a annoncé avoir « de nouveau enregistré de bons résultats », marqués par 6 milliards de dollars de profit, « malgré la baisse des prix du brut et des marges de raffinage ».

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse, moins inquiète de l'inflation

La Bourse de New York a terminé en hausse vendredi, inspirée par un indicateur qui a atténué les craintes du marché de voir l'inflation résister, voire accélérer aux Etats-Unis. Le Dow Jones a engrangé 1,18%, l'indice Nasdaq 1,03% et l'indice élargi S&P 500, 1,09%.

Le marché s'est réveillé de très mauvaise humeur du fait d'un +shutdown+ inattendu du gouvernement et d'une Fed (banque centrale américaine) plus dure que prévue, mais des données d'inflation moins élevées que prévu l'ont adouci", a observé Chris Zaccarelli, de Northlight Asset Management. L'indice des prix à la consommation PCE n'a progressé que de 0,1% sur un mois en novembre, soit moins que le mois précédent (0,2%) et en-deçà des projections des économistes. Ce petit rayon de soleil sur le front de l'inflation a détendu les taux obligataires. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans est retombé à 5,42%, contre 5,46% la veille en clôture. Ce bon indicateur de prix a permis aux indices de rebondir, après avoir démarré dans le rouge, d'autant qu'il a été accompagné par une amélioration de la confiance des consommateurs, selon l'enquête mensuelle de l'université du Michigan.

Pour les personnes interrogées, les conditions économiques actuelles aux Etats-Unis sont les meilleures depuis huit mois. Pour Angelo Kourkafas, d'Edward Jones, le rebond de vendredi fait suite à une "surréaction aux prévisions de la Fed", publiées mercredi, qui ne font plus état que de deux baisses de taux en 2025, contre quatre en septembre. Malgré tout, l'élan a marqué le pas en fin de séance et les gains ont finalement été limités, après avoir initialement dépassé 2% pour le Dow Jones. "Les valorisations sont élevées, le marché s'est un peu emballé, une consolidation fait sens d'ici la fin de l'année", estime Angelo Kourkafas, même si Wall Street est traditionnellement habituée à un dernier coup de rein durant les fêtes. La communication de la Fed, qui a évoqué mercredi une forte incertitude liée, pour partie, aux mesures du futur gouvernement Trump, a, en partie, tempéré la vision idyllique du marché, euphorique depuis l'élection présidentielle.

La place new-yorkaise a fait peu de cas de la nouvelle crise politique au Congrès, qui ne parvient pas à voter une loi de financement évitant l'arrêt d'une partie des activités de l'Etat, le "shutdown". A quelques heures de la limite fixée à minuit vendredi, la majorité républicaine n'était pas encore parvenue à un accord lui assurant suffisamment de voix. "On a déjà vécu ça et, même s'il y a un +shutdown+, nous ne nous attendons pas à ce que cela laisse des traces durables", a expliqué Angelo Kourkafas, "que ce soit sur l'économie ou sur les marchés." La ruade de Wall Street a été marquée par une chasse aux bonnes affaires, qui a bénéficié aux titres les plus malmenés cette semaine, tels ceux des fabricants de semi-conducteurs Nvidia (+3,08%), Micron (+3,48%) et Intel (+2,41%). Autre repêché du jour, le secteur financier avec, en vedette, JPMorgan Chase (+1,99%), Goldman Sachs (+2,19%) ou

Wells Fargo (+2,16%). Le principal concurrent du laboratoire Novo Nordisk sur le marché des traitements anti-obésité, à savoir Eli Lilly (+1,35%), a bénéficié de résultats jugés décevants d'une étude clinique du groupe danois sur son nouveau produit, CagriSema. L'équipementier sportif Nike a fini en baisse (-0,21%), malgré la publication, jeudi après Bourse, de résultats meilleurs qu'attendu. Les investisseurs ont accueilli avec circonspection le discours du nouveau directeur général Elliott Hill. Il a prévenu que le réalignement stratégique du groupe allait entraîner, à court terme, un ralentissement du chiffre d'affaires et une compression des marges. Le géant américain du café Starbucks a reculé (-0,89%) après que le syndicat SWU (Starbucks Workers Union) a lancé vendredi une grève dans des établissements de trois villes américaines.

La Bourse de Paris ferme en légère baisse, lestée par la Fed

La Bourse de Paris a terminé en légère baisse vendredi, dans une morosité persistante après des perspectives de la Fed défavorables et des menaces de Donald Trump envers l'Union européenne. L'indice vedette CAC 40 a terminé en légère baisse de 0,27% à 7.274,48 points. La veille, il avait perdu 1,22% à 7.294,37 points. Sur l'ensemble de la semaine, la dernière complète de l'année, le CAC 40 a lâché 1,82%. La Bourse de Paris pâtit toujours des annonces de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui a annoncé mercredi ralentir son rythme de baisse des taux directeurs, notamment à cause de progrès de l'inflation aux Etats-Unis jugés trop faibles. L'institution monétaire américaine ne prévoit plus que deux réductions de taux en 2025, alors qu'elle tablait jusqu'ici sur quatre coups de rabot. Ces perspectives ont été "le centre du problème" pour les investisseurs en cette fin de semaine, explique à l'AFP David Kruk, responsable du trading de La Financière de l'Echiquier, indiquant que certains analystes attendent même "une seule baisse des taux" l'année prochaine.

Mais si la publication de nouveaux chiffres de l'inflation américaine vendredi a fini par renverser la tendance sur les places boursières américaines rassurées, la Bourse de Paris, comme les Bourses européennes, est restée dans le rouge. A cette morosité sont venues s'ajouter des menaces de Donald Trump: vendredi, le président américain élu a menacé l'Union européenne de taxes douanières si elle ne réduit pas son "énorme" déficit commercial avec Washington en lui achetant du pétrole et du gaz. D'ici le 20 janvier et l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, les investisseurs, plongés dans l'incertitude, "attendent les chiffres pour la hausse des tarifs envers l'Europe", un climat inconfortable pour eux. Dans ce contexte, vers 17H20 GMT, le taux d'intérêt de l'emprunt de l'Etat français à 10 ans atteignait 3,08%, contre 3,12% la veille. Son équivalent allemand, utilisé comme référence, s'élevait à 2,28%. Louis Hachette Group, entité née de la scission de Vivendi et qui contrôle désormais le groupe Lagardère, a progressé de 4,87% après la cession par Arnaud Lagardère de l'essentiel de sa participation dans Lagardère SA. Vivendi a avancé de 2,41% et Lagardère a reculé de 1,41%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 18 Décembre 2024				
Valeur : 20 Décembre 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.8104	133.8254
1	EUR	EURO	140.3537	140.3828
1	GBP	POUND STERLING	169.7025	169.7861
100	JPY	JAPANESE YEN	87.1445	87.1827
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3667	18.3692
1	CHF	SWISS FRANC	149.7096	149.7431
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.4104	93.4470
1	DKK	DANISH KRONE	18.8176	18.8237
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.2161	12.2194
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	11.9407	11.9458
1	AED	UAE DIRHAM	36.4288	36.4369
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.6106	35.6203
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.7316	435.0631
1	TND	TUNISIAN DINAR	41.9823	42.4042
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3934	13.3949
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.2782	27.4176
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3622	3.3726
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	175.4588	175.4588

APRÈS DES ESSAIS CLINIQUES DÉCEVANTS

Le géant pharmaceutique danois Novo Nordisk s'effondre en Bourse

Les essais cliniques n'ont pas atteint les résultats escomptés par Novo Nordisk, ce qui a fait chuter de plus de 22% son action après l'annonce. Le géant pharmaceutique danois Novo Nordisk, connu pour ses best-sellers Ozempic et Wegovy, traitements pour le diabète et la perte de poids, chutait de plus de 20% vendredi en Bourse, après les résultats décevants d'une nouvelle étude sur un autre médicament. Le laboratoire, parmi les premières capitalisations boursières européennes, a déclaré que les essais cliniques ont montré que les sujets

en surpoids utilisant le CagriSema ont perdu en moyenne 22,7% de leur poids au cours des 68 semaines de l'essai, contre 2,3% pour ceux qui utilisaient un placebo. Le résultat n'a pas atteint les 25% escomptés par Novo Nordisk, ce qui a fait chuter de plus de 22% son action après l'annonce. Selon le laboratoire, l'essai portait sur 3417 personnes en obésité ou surpoids avec une ou plusieurs comorbidités. Novo Nordisk est cependant «encouragé» par les résultats, a déclaré Martin Holst Lange, vice-président exécutif du développement,

cité dans un communiqué. Grâce aux informations recueillies au cours de cet essai clinique, «nous prévoyons d'explorer davantage le potentiel de perte de poids supplémentaire de CagriSema», annonce la même source. En novembre, le géant danois avait annoncé un bond de 21% de son bénéfice net du troisième trimestre, à 27,3 milliards de couronnes (3,70 milliards d'euros) pour un chiffre d'affaires en hausse de 22%, à 60 milliards de couronnes.

Leader sur le marché de la perte de poids

Le laboratoire avait cependant signalé être contraint par ses capacités de production, avant d'annoncer lundi investir 1,2 milliard d'euros dans la construction d'une nouvelle usine au Danemark. Au cours des neuf premiers mois de l'année, ses ventes de l'anti-obésité Wegovy, approuvé en Grande-Bretagne, Danemark, France, Allemagne, Norvège et aux États-Unis, ont augmenté de 42%. Celles de son autre best-seller Ozempic, traitement injectable contre le diabète devenu populaire pour ses propriétés amincissantes, ont, elles, bondi de 54% sur la même période.

Novo Nordisk détient 74% du marché des traitements de perte de poids, en plein essor. Ce domaine reste dominé par Novo Nordisk et l'américain Eli Lilly, dont le Mounjaro, basé comme l'Ozempic sur la molécule sémaglutide, est désormais commercialisé en France depuis novembre, selon les autorités sanitaires. La Fédération mondiale contre l'obésité prévoit que plus de la moitié de la population mondiale sera en surpoids ou obèse d'ici 2035, avec un impact économique qui pourrait alors dépasser 4 milliards de dollars par an.

DOUANIÈRES SI L'UE N'ACHÈTE PAS PLUS DE GAZ ET DE PÉTROLE AMÉRICAINS

Trump brandit la menace de taxes

En 2022, les importations de biens en provenance de l'UE s'élevaient à 553,3 milliards de dollars (533,17 milliards d'euros) tandis que les exportations des États-Unis vers les Vingt-Sept représentaient 350,8 milliards de dollars (338,04 milliards d'euros).

Le président américain élu Donald Trump a menacé vendredi l'Union européenne de taxes douanières si elle ne réduit pas son "énorme" déficit commercial avec Washington en lui achetant du pétrole et du gaz. "J'ai dit à l'Union européenne qu'elle devait combler son énorme déficit avec les États-Unis en achetant à grande échelle notre pétrole et notre gaz", a écrit le milliardaire républicain dans un message sur son réseau social Truth. "Sinon, ce sont les TARIFS DOUANIERS jusqu'au bout !!!", a menacé Donald Trump. Les importations de biens en provenance de l'UE s'élevaient à 553,3 milliards de dollars (533,17 milliards d'euros) en 2022, tandis que les exportations des États-Unis vers les Vingt-Sept représentaient 350,8 mil-

liards de dollars (338,04 milliards d'euros), selon les chiffres américains, soit un déficit commercial de 202,5 milliards de dollars (195,13 milliards d'euros) entre les États-Unis et l'Europe. "Isolement" Donald Trump, qui prend ses fonctions en janvier, a menacé d'imposer des droits de douane sévères aux partenaires commerciaux des États-Unis, notamment le Canada, le Mexique et la Chine, ce qui pourrait avoir des répercussions sur l'économie mondiale. Il a accusé ses voisins canadien et mexicain d'inonder les États-Unis de drogues et de migrants illégaux, et annoncé des droits de douane sur leurs importations de 25%, s'engageant également à imposer au moins 10% de taxes douanières à la Chine, rivale

de Washington dans la zone Asie-Pacifique. Le Canada, le Mexique et la Chine représentent trois des principaux partenaires commerciaux des États-Unis. L'UE a conclu le 6 décembre un vaste accord commercial avec quatre pays sud-américains du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) visant à créer une zone de libre-échange de 700 millions de consommateurs. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a déclaré que l'accord créerait des ponts commerciaux alors que "des vents forts soufflent dans la direction opposée, vers l'isolement et la fragmentation", un commentaire considéré comme une allusion aux menaces de Donald Trump d'augmenter les droits de douane.

RUSSIE

La banque centrale maintient son taux directeur à 21%

La Banque centrale de Russie (BCR) a annoncé vendredi maintenir son taux directeur à 21%, au plus haut depuis 2003. "Compte tenu de l'augmentation notable des taux d'intérêt pour les emprunteurs et du ralentissement de l'activité de crédit, le resserrement des conditions moné-

taires crée les conditions nécessaires à la reprise du processus de désinflation (...), malgré la croissance élevée des prix courants et la forte demande intérieure", a souligné la BCR dans un communiqué. La majorité des analystes s'attendaient à une hausse d'un ou deux points de pour-

centage du taux directeur, deux semaines après que la patronne de la BCR, Elvira Nabioullina, a dit "envisager" une telle possibilité. La hausse des prix s'est accélérée à 8,9% le mois dernier, selon des chiffres officiels, plus du double de l'objectif fixé à 4% par les autorités. Mais la BCR a, semble-t-

il, estimé que la hausse du taux directeur, de 19 à 21%, fin octobre, allaient produire rapidement des effets. La Banque centrale de Russie a toutefois ajouté qu'elle "évaluera la nécessité d'une augmentation du taux directeur lors de sa prochaine réunion" sur le sujet en février prochain

ITALIE

Les entreprises retrouvent le moral en décembre

Les entreprises italiennes ont retrouvé le moral en décembre après avoir affiché une confiance en berne pendant trois mois consécutifs, a indiqué vendredi l'Institut italien de la statistique (Istat). L'indice des entreprises est ainsi passé de 93,2 en novembre à 95,3 en décembre.

La confiance des entreprises augmente significativement dans les services marchands (de 93,9 à 99,6), très légèrement dans le commerce de détail (de 106,8 à 106,9) tandis qu'elle baisse dans l'industrie manufacturière (de 86,5 à 85,8) et la construction (de 101,5 à 100,9). La confiance des consommateurs a parallèlement poursuivi sa baisse, l'indice

passant de 96,6 à 96,3, notamment en raison d'une détérioration des attentes en matière d'emploi. Leur jugement sur le contexte économique passe de 97,8 à 96,1 et celui sur le futur de 93,8 à 93,3. La perception de leur situation personnelle remonte de 96,2 à 96,4, alors que celle du présent fléchit de 98,7 à 98,6.

LE PRÉSIDENT ARGENTIN JAVIER MILEI VEUT PROMOUVOIR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

«Efficace, abondante et rapidement évolutive»

Le président argentin Javier Milei a justifié ce nouveau plan pour faire face à la demande énergétique dans le secteur de l'intelligence artificielle. Le président argentin Javier Milei a annoncé sa volonté d'installer de nouveaux réacteurs nucléaires dans son pays pour faire face à la demande énergétique dans le secteur de l'intelligence artificielle (IA), une annonce critiquée par les spécialistes. "L'énergie nucléaire est la seule suffisamment efficace, abondante et rapidement évolutive pour faire face au développement de notre civilisation", a-t-

il affirmé vendredi dans une vidéo, aux côtés du directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, et d'un conseiller, Demian Reidel. Trois centrales en activité Avec le mode de production énergétique actuel, "nous ne pourrions pas répondre à cette nouvelle demande" de l'IA, a poursuivi Javier Milei. L'Argentine dispose actuellement de trois centrales nucléaires : Atucha I, Atucha II et Embalse. Selon des données officielles, 9% de l'énergie consommée dans le pays en juillet 2024 était d'origine nucléaire.

La première étape sera "la construction d'un (réacteur) SMR sur le site d'Atucha", près de Buenos Aires, selon Demian Reidel. Les SMR ("small modular reactor" en anglais) sont plus petits et de construction plus simple que les centrales conventionnelles. Rafael Grossi a jugé cette annonce "prometteuse". Selon l'AIEA, la Russie a inauguré en 2020 la première centrale fonctionnant selon une technologie SMR. Plusieurs projets SMR en cours en Argentine, au Canada, en Chine, en Corée du Sud et aux États-Unis sont en attente d'autorisation.

"Énorme contradiction" L'ancienne présidente de la Commission nationale de l'énergie atomique (CNEA), Adriana Serquis (2021-2024), a elle pointé une "énorme contradiction" dans l'annonce du président argentin, lui reprochant de "nier ou d'ignorer le fait qu'il existe déjà un projet" de réacteur type SMR en Argentine "très proche de l'achèvement, appelé CAREM, reconnu dans les analyses internationales comme l'un des plus avancés" et "qui doit être mis en service en 2028".

ETATS-UNIS

Les droits de douane relanceront l'inflation

L'application de droits de douane sur l'ensemble des produits entrant aux États-Unis, une des promesses électorales du président élu américain Donald Trump, pourrait entraîner une hausse "massive" des prix, a alerté jeudi la principale conseillère économique du président sortant, Joe Biden. Le candidat républicain avait assuré qu'en cas de retour à la Maison blanche, il imposerait des droits de douane de 10 à 20% sur l'ensemble des produits entrants aux États-Unis, et même de 60 à 100% sur les produits en provenance de Chine. Après son élection, le 6 novembre, M. Trump a annoncé qu'une de ses premières décisions lors de sa prise de fonction, le 20 janvier prochain, sera d'instaurer une première série de droits de douane de 25% sur les produits en provenance du Canada et du Mexique, deux pays pourtant signataires d'un accord de libre-échange avec les États-Unis. Mais "les industriels américains ont besoin de pièces provenant du reste du monde pour fonctionner", a rappelé Lael Brainard, la cheffe économiste du président Biden, lors d'un événement à la Brookings Institution, un groupe de réflexion basé à Washington. "Ce que vous risquez de voir, c'est une véritable, massive, évolution de leur structure de coûts, qui devrait conduire à une massive hausse des prix sur leurs produits", a-t-elle alerté. "Et bien entendu, cela se répercutera sur l'ensemble de la chaîne jusqu'au consommateur", a insisté Mme Brainard, ajoutant que certains produits alimentaires, comme le café ou le chocolat, seraient également concernés. De son côté, Donald Trump a répété que, "utilisés convenablement", les droits de douanes peuvent selon lui avoir un impact positif sur l'économie américaine.

PROBLÈMES DE RÉSERVOIR D'ADBLUE SUR LES DIESELS

Stellantis change sa position

Sur certains modèles à moteur diesel du groupe Stellantis, les soucis liés à l'AdBlue sont nombreux et coûteux. Mais à partir de janvier 2025, de nouvelles mesures seront prises pour les propriétaires de Peugeot, Citroën, DS ou Opel touchés par cette problématique.

Nous vous en parlions il y a quelques semaines : devenu indispensable depuis le durcissement des normes antipollution européennes sur les moteurs diesel, l'AdBlue peut engendrer de nombreuses pannes parfois graves et coûteuses. Notamment en raison des propriétés de ce liquide. Composé d'eau déminéralisée et d'urée, il a tendance à se cristalliser par temps très froid ou très chaud, surtout si le véhicule ne roule pas suffisamment. Aucun constructeur ne semble vraiment avoir été épargné par cette problématique. Mais certains modèles du groupe Stellantis ont tout de même paru plus touchés que la moyenne. Heureusement, l'entreprise s'apprête à mieux indemniser les clients qui seraient obligés de remplacer leur réservoir d'AdBlue dès le mois de janvier 2025.

Une couverture spéciale dans 29 pays

Après avoir accordé un dédommagement aux clients italiens, suscitant une vive controverse au passage, la multinationale confirme que "Stellantis va étendre à 29 pays européens une couverture spéciale pour certains véhicules diesel Peugeot, Citroën, DS Automobiles." La France fera évidemment partie du lot. Le service communication de l'entreprise précise par ailleurs que les véhicules concernés sont tous conformes à la norme Euro 6, dotés d'un catalyseur à réduction sélective (SCR) et qu'ils ont été "fabriqués entre janvier 2014 et août 2020." La plage de production est donc



assez large et devrait même permettre de réduire la facture même pour des propriétaires de voitures déjà assez âgées.

Cet "accès de générosité" n'est toutefois pas totalement spontané. Il résulte aussi d'un dialogue entre l'entreprise, la Commission européenne et le réseau de coopération en matière de protection des consommateurs" (CPC). Cet organisme méconnu sera désormais chargé de "surveiller activement la manière dont Stellantis met en œuvre ses engagements". L'Union européenne prévient d'ailleurs que "si Stellantis ne le fait pas dans le délai convenu, les autorités nationales de protection des consommateurs peuvent décider de prendre des mesures pour garantir la conformité."

Une plateforme d'indemnisation mi-janvier

Dans l'immédiat, Michael McGrath, commissaire à la Démocratie, à la Justice, à l'État de droit et à la Protection des consommateurs, préfère cependant retenir "la conclusion positive de notre dialogue conjoint avec Stellantis, qui aidera les utilisateurs concernés à obtenir une réparation adéquate.". Il ajoute que "les consommateurs méritent une indemnisation adéquate pour les dommages subis, où qu'ils se trouvent dans l'UE." Reste à savoir, de manière plus concrète, comment cela va se traduire pour les clients. Pour l'heure, le service communication de l'entreprise nous a seulement confirmé le lancement d'une plateforme

d'indemnisation mi-janvier. Un tel dispositif serait d'ailleurs également en préparation pour les problèmes de fiabilité du 1.2 Puretech, alors que Stellantis est confronté à une action collective en justice en France à cause des pannes récurrentes de ce trois-cylindres. Restera à s'occuper du cas des ruptures de chaîne d'entraînement des arbres à cames du 1.5 BlueHDi, qui suscitent une grogne grandissante.

Des modalités encore à préciser

Mais nos confrères d'Auto Infos évoquent aussi d'autres points importants concernant la future indemnisation pour les réservoirs d'AdBlue évoquent aussi d'autres points importants concernant la future indemnisation pour les réservoirs d'AdBlue. D'après eux, la prise en charge serait de 100 % pour les voitures âgées de moins de cinq ans et elle varierait entre 30 et 90 % pour les véhicules entre cinq et huit ans, en fonction du kilométrage. Cela reste toutefois à confirmer car Stellantis nous a parlé d'une couverture pour des modèles Peugeot, Citroën, DS Automobiles et Opel produits entre janvier 2014 et août 2020, donc parfois il y a plus de huit ans. Toujours d'après Auto Infos, un remboursement rétroactif serait par ailleurs possible pour les propriétaires ayant reçu une indemnisation inférieure depuis janvier 2021. Enfin, une formation des distributeurs et du service clients serait prévue pour mieux informer les consommateurs sur leurs droits.

Il ne reste que deux ans d'attente avant de profiter de la nouvelle Honda Prelude

Elle a disparu du catalogue depuis plus de 20 ans, mais prépare son retour pour le plus grand plaisir des amateurs de ce coupé. Pour coller parfaitement à son époque, sa motorisation sera bien sûr hybride tout en mettant l'accent sur la partie électrique. C'est officiel, la nouvelle Prelude débarquera en 2026 en Europe et dans l'hexagone. Après 22 ans d'absence, le coupé japonais comblera les amateurs du genre. Seulement, il ne faut pas s'attendre à bénéficier d'un moteur thermique multisoupapes, enfin pas directement. Ce coupé sobre, mais joliment dessiné avec notamment une face avant reprenant les codes modernes de la marque, abritera sous son capot une motorisation hybride. Elle devrait reprendre l'ensemble e:HEV de la berline Civic, au fonctionnement particulier. Il s'agit d'un premier moteur

qui entraîne directement les roues avant, un second électromoteur se charge de générateur, tandis qu'un bloc thermique a ces deux rôles, selon les conditions. Toutefois, l'entraînement électrique est privilégié dans la plupart des situations. À noter par ailleurs que la puissance de 184 ch pourrait être supérieure, afin de mieux différencier cette Prelude.

Le retour des quatre roues directrices ?

Comme dans la Civic, les passages de rapport seront simulés, de même que la sonorité (système S+ Shift). Arrivera-t-elle à être aussi réjouissante qu'une Hyundai Ioniq 5 N ? Néanmoins, elle pourrait adopter une boîte mécanique comme ce fut le cas du petit coupé hybride CR-Z en 2010. Honda se montrant encore peu bavard, les roues arrière directionnelles demeurent une



question. Pourtant, c'est bien elle qui a introduit cette technologie sur la deuxième génération. Le dernier coupé

provenant d'une marque généraliste à proposer les quatre roues directrices fut français, la Laguna Coupé 4Control. On

ne peut que saluer la marque japonaise de lancer un nouveau coupé, même si les roues arrière restent fixes.

BUSINESS

Réseaux et stockage plombent le marché des infrastructures IT au T3 2024

Alors que leurs facturation de serveurs ont connu une belle hausse entre juillet et septembre derniers, les grossistes IT européens font face à des difficultés dans les domaines du stockage et, surtout, des réseaux.



En fonction des segments auxquels ils appartiennent, les équipements d'infrastructures informatiques ont connu des fortunes commerciales bien différentes entre juillet et septembre derniers. Autant le dire d'emblée, la seule catégorie ayant (largement) tiré son épingle du jeu est celle des serveurs. Selon Context, les revenus que les grossistes IT du vieux continent ont tiré de la vente de ces produits ont bondi de 22,9 % d'une année sur l'autre au troisième trimestre 2024. Les matériels conçus pour le traitement des charges de travail d'IA y ont nettement contribué. Leur part des ventes trimestrielles totales de serveurs est passée de seulement 1 % l'an dernier à 13,5 % désormais.

La croissance va se tasser pour les serveurs

« Cette croissance, combinée à la reprise des ventes des distributeurs aux grandes entreprises, crée une dynamique positive pour le marché des serveurs », indique Gurvan Meyer, analyste chez Context. Cette dynamique ne devrait toutefois pas se maintenir à un niveau aussi élevé. Le cabinet d'études n'anticipe « que » 7,2 % de hausse pour les revenus des grossistes européens sur le marché des serveurs au quatrième trimestre. Ce qui aboutirait à une progression en valeur de 8,8 % sur l'ensemble de l'année 2024. Sur le marché du stockage, l'évolution a été et sera différente. Si Contexte ne communique pas de chiffre précis, son analyste

Gurvan Meyer déclare que « bien que nous prévoyions une croissance modeste des prix des mémoires flash pour entreprise et de la demande des grandes entreprises au quatrième trimestre 2024, le marché global du stockage reste confronté à des défis. » Avec 20 % de recul par rapport au troisième trimestre 2023, le résultat des ventes d'infrastructure hyperconvergente, a été particulièrement décevant. Toutes catégories de produits de stockage confondus, Context table sur un recul de 1,2 % des grossistes pour les 12 mois de cette année.

Près de 15 % de recul annuel attendu dans les réseaux

Il y a pire encore, en l'occurrence dans la catégorie des équipements réseaux. Au troisième trimestre 2024, leurs ventes en valeur ont chuté de 22,8 % d'une année sur l'autre. « En dépit de ce ralentissement, il y a des signes de reprise au T4, avec des revenus en hausse de 2,2 % en glissement trimestriel. Nos perspectives pour le reste de l'année 2024 sont prudentes, avec une prévision d'évolution des revenus de -14,6 % en glissement annuel au quatrième trimestre, suivie d'une baisse de -22,2 % pour l'ensemble de l'année », précise Gurvan Meyer. 2025 sera peut-être meilleures, si une amélioration du contexte macro-économique venait stimuler l'appétit d'achats des grandes entreprises.

IBM enrichit ses LLM open source Granite

À peine plus d'un mois après l'arrivée de sa famille de LLM Granite 3.0, IBM annonce déjà la relève avec ses grands modèles de langage 3.1 8B, 2B et Guardian 8B et 2B capables de mieux lutter contre les hallucinations. Les mises à jour des grands modèles de langage donnent le tournis. Fraichement débarqués fin octobre, les grands modèles d'IA Granite 3 d'IBM ont déjà des successeurs. Big blue annonce ainsi que sa dernière salve de mises à jour 3.1 - toujours sous licence open source Apache 2.0 - apporte une série d'améliorations, d'ajouts et de capacités. Objectif ? Accroître les performances (RAG, workloads d'IA taillés pour la création d'agents...), la précision tout en bénéficiant davantage de garde-fous pour éviter les dérives (hallucinations, biais...). Le fournisseur indique qu'il continuera à publier des modèles et des fonctionnalités pour la série Granite 3 dans les mois à venir, avec de prochaines capacités multimodales prévues dès le premier trimestre 2025.

Parmi les membres de la famille Granite 3.1, on retiendra l'arrivée des LLM 8B et 2B, ainsi que Guardian 8B et 2B. Par rapport à Granite 3.0, une amélioration significative des performances du dernier modèle 8B est réalisée sur toute une série de benchmarks comme IFEval (capacité à suivre des instructions détaillées), et Multi-step Soft Reasoning et MuSR (capacité de raisonnement et de compréhension de textes longs, pour une fenêtre contextuelle de 128 000 tokens. Les modèles Granite 3.1 8B et 2B sont disponibles sur watsonx.ai et d'autres plateformes partenaires (DockerHub GenAI catalog, Hugging Face, LM Studio, Ollama...)

BMW dope à l'IoT sa logistique de production de voitures

Dans deux usines BMW, les véhicules sortis des lignes d'assemblage se déplacent depuis 2022 de façon autonome vers la zone de finition. L'industriel allemand mise sur la technologie d'une start-up suisse qui équipe le site de production d'un réseau de capteurs 3D, et ne nécessite pas de modifications du véhicule. Depuis 2022, BMW teste un système qui transforme les véhicules classiques qui sortent de ses lignes d'assemblage en véhicules autonomes, afin qu'ils rejoignent les zones de finition. Pour ce faire, le constructeur automobile a installé le système Automated vehicle marshalling (AVM) de la start-up suisse allemande Embotech, qui a développé des logiciels et des capteurs destinés à guider automatiquement les véhicules sur un site industriel ou logistique. Les voitures n'ont besoin ni d'équipement ni de réglage spécifique. Des capteurs 3D en réseau sont positionnés sur les murs, les ponts, les éclairages, etc., et communiquent avec les véhicules via le protocole V2X (vehicle to everything). Le système AVM obtient ainsi une vue holistique de chaque véhicule et de son environnement. À partir de ces éléments, il calcule en quasi temps réel une trajectoire optimale pour toutes les voitures. Un autre module du système, connecté au SI de



l'usine, peut assigner des missions spécifiques à chaque véhicule (se diriger vers une station de lavage, vers le parking d'expédition, réaliser un essai sur une piste, etc.) tout en pilotant tout le flux des voitures sur le site.

Des capteurs 3D et le plus grand réseau lidar d'Europe

BMW a d'abord testé son projet AFW (Automatisierte fahren im Werksumfeld,

conduite automatisée en usine) sur un site pilote, sa plus grande usine en Europe, installée à Dingolfing, en Bavière. L'industriel a installé des capteurs 3D le long de l'itinéraire des véhicules et la plus grande infrastructure lidar (light detection and ranging) d'Europe. Aujourd'hui, BMW exploite ce système sur toute sa production en série du site de Dingolfing et le déploie également à Leipzig, dans la Saxe. Les BMW Série 5 et 7 fabriquées à Dingolfing y parcourent plus d'un kilomètre

sans chauffeur et 90% des modèles de la gamme Mini Countryman et d'autres modèles BMW assemblés à Leipzig en font de même.

« L'AFW optimise notre processus de production et nous apporte aussi des gains d'efficacité logistique significatifs », insiste Milan Nedeljkovic, membre du conseil d'administration de BMW AG pour la production. « C'est pourquoi nous allons rapidement déployer cette technologie dans tout le réseau de production. » Les usines de Ratisbonne (Bavière) et d'Oxford (Angleterre) seront équipées en 2025 et le nouveau site de Debrecen (Hongrie) exploitera AFW dès le démarrage de la production en série.

Connecter la technologie embarquée dans le véhicule

BMW a déjà prévu d'utiliser également AFW pour conduire les véhicules vers la zone d'essai et les zones de distribution à l'extérieur des usines. En outre, le constructeur veut faire évoluer le système en connectant, par exemple, la technologie embarquée dans le véhicule avec les capteurs externes. « Au cours des dix prochaines années, nous parcourrons plusieurs millions de kilomètres d'essai avec AFW rien que dans notre réseau de production », espère Milan Nedeljkovic.

Mots fléchés

En passant le premier		Faim		Ressem-blance		Tendues nerveu-sement		Habituel		Récipients en terre		Causée un préjudice	
Détenteur								Arrose St Omer		Petit ruisseau		Physicien suisse	
Etoffe de coton		Calumets		On le donne en musique		Surcharges							
								Cachai		Plante herbacée			
Italien populaire						Improduc-tif				Estrade pour boxer			
Hutte de toile						Zigotos							
				Hormone secrétée par le pancréas								Aidée	
Petite capsule				Exécutés					Vigueur				
Circons-tance				Malins					Lettre grecque				
			Épands du fumier					Service policier				Équipe anglaise	
			Train de banlieue										
Stopper		Âpres						Région d'Europe du Nord		Vagabonda	Petit téléviseur		
		Anéantie											
							Effet acoustique						
							Nazi						
Département français					Récompense au cinéma						Argon		
Secteurs industriels											Socialiste français (Claude)		
			Tamisa						Prénom masculin				
			Bombé						Victoire de Napoléon				
Grande école				Avec les charges	Supprimé	Suite	Réfutas					Inaugurée	
Sous mouvements													
							Cube de jeu			Petit socle pour une balle			
Monticule de terre							Convive						
							Indium						
Fils aîné de Adam et Eve	Affûté	Instrument de musique								Erbium			Sudations
		Pied de deux syllabes								Fruit			
				Soupa					Proche				
Aide le golfeur							Humble rampant				Académie		
Bock							Surface agricole				Efferve-scence animale		
				Cuivre		Paresseux			Vase funéraire				
						Troisième personne du singulier							
Rubidium			Fricasser						Multitude				
Magicienne													
			Affluent du Congo					Lancés					

La Chine lance un satellite expérimental de technologies de communication

La Chine a envoyé avec succès dans l'espace, vendredi, un satellite expérimental de technologies de communication depuis le Centre de lancement de satellites de Xichang, dans la province chinoise du Sichuan (sud-ouest). Le satellite a été lancé par une fusée porteuse Longue Marche-3B à 23H12 (heure de Pékin), et est entré dans l'orbite prévue. Le satellite sera utilisé pour les communications, la radio et la télévision par satellite, et d'autres services. Il effectuera également des tests et des vérifications de technologies associées. Il s'agit de la 554e mission de la série des fusées porteuse Longue Marche.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 22 décembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



DIPLOMATIE

Le ministre d'Etat, ministre des AE reçoit son homologue camerounais

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, samedi au siège du ministère, le ministre des Relations extérieures du Cameroun, M. Lejeune Mbella Mbella, qui effectue une visite officielle en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. Les deux parties ont eu des entretiens bilatéraux en tête-à-tête suivis d'une séance de travail élargie, consacrée à l'examen des relations de fraternité, de coopération et de solidarité qui unissent les deux pays, mais aussi des moyens de les hisser à des niveaux supérieurs, conformément aux orientations des dirigeants des deux pays, le Président Abdelmadjid Tebboune et son frère, le Président Paul Biya, précise-t-on de même source. Les deux parties ont également mis l'accent sur la nécessité de consolider la tradition de concertation bilatérale, notamment en ce qui concerne les développements de la situation dans les espaces d'appartenance des deux pays et les questions de paix, de sécurité et de développement en Afrique, tout en insistant sur le renforcement de la coordination au sein de l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre du mandat de l'Algérie en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité et de la présidence de l'Assemblée générale de l'ONU par le Cameroun, conclut le communiqué.

ILLIZI

Sept nouvelles stations de téléphonie mobile projetées pour couvrir les zones enclavées

Les projets de réalisation de sept (7) nouvelles stations de téléphonie mobile ont été retenus pour la couverture des zones enclavées de la wilaya d'Illizi, a-t-on appris samedi de la direction locale d'Algérie-Télécom (AT). Les sites devant accueillir ces projets ont été localisés au niveau des zones de Tamadjert, Iherher, Afra, Imehrou, Tihoubar, le carrefour Tasset-Illizi-Djanet (chef-lieu de la wilaya), en plus du PK-30 à Belguebour et le nouveau village de Oued-Samen (commune de Bordj Omar-Driss), a détaillé le Directeur de wilaya d'AT, Rahab Driss. Confiée à l'opérateur Optimum Télécom Algérie-Djezzy, pour un financement de 387 millions DA, l'opération, portant sur la réalisation de 14 stations dans les wilayas d'Illizi et Djanet, intervient en application du programme concernant le service universel des communications électroniques visant la couverture en téléphonie mobile des régions à faible intensité de population, a-t-il fait savoir.

RÉFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Une nouvelle stratégie en préparation

Par Sirine R.

Les travaux des assises nationales sur la réforme de la formation professionnelle se sont ouverts, samedi au Centre international de Conférences (CIC) "Abdelatif Rahal" à Alger, en présence de plus de 1.000 participants et experts en la matière. Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a présidé la cérémonie d'ouverture de cette rencontre de deux (2) jours, en présence de ministres, de représentants d'instances nationales et de nombre d'experts en la matière. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Yacine El Mahdi a indiqué que le système de formation professionnelle en Algérie "constitue un pilier essentiel dans le soutien au marché du travail, avec plus de 1.200 établissements de formation", précisant que ces assises ont pour objectif «l'élaboration d'une stratégie de formation professionnelle au diapason des exigences du marché du travail». Actuellement, le taux d'intégration professionnelle est faible, ne dépassant

pas les 40% dans certaines filières. Ceci illustre la nécessité d'une refonte globale du système actuelle de la formation professionnelle, d'où la nécessité de le mieux adapté aux exigences du marché de l'emploi en mutation rapide. Le ministre a également insisté, dans son allocution, sur l'urgence d'adapter les formations aux transformations du marché du travail, marquées par les avancées technologiques et l'évolution des compétences requises. Selon l'Organisation internationale du travail, 60 % des emplois futurs exigeront des compétences technologiques avancées. Mahdi Yacine Oualid a plaidé pour la modernisation du secteur afin de réduire le chômage et de stimuler une croissance économique durable, tout en s'inspirant de modèles internationaux réussis, tels que l'Allemagne et la Corée du Sud. Pour le ministre, ces réformes représentent une opportunité unique de faire de la formation professionnelle un véritable moteur de l'économie nationale. « Les défis sont nombreux, mais avec des stratégies bien définies et un travail collectif, nous pouvons offrir un

avenir meilleur à nos jeunes et garantir un développement économique durable », a-t-il affirmé. Lors de cette rencontre, les participants se pencheront sur l'étude et l'enrichissement de plusieurs axes liés à la formation professionnelle, dont l'adaptation de la formation aux besoins du marché du travail, l'amélioration de la qualité de la formation et l'ingénierie pédagogique, ainsi que la promotion de la numérisation et l'élaboration de nouvelles approches dans le secteur comme démarche stratégique pour son développement. Ces axes visent, selon les organisateurs, à proposer des réformes modernes en phase avec les transformations économiques et technologiques, à améliorer l'employabilité des diplômés de la formation professionnelle et à accélérer la transformation numérique dans le secteur. Le programme de cette rencontre comprend également des workshops consacrés à ce thème et des débats sur le rôle de la formation professionnelle dans la réalisation de la croissance économique et de la transformation numérique.

BISKRA

70 artisans à l'ouverture du Salon national des dérivés du palmier et bibelots

Le Salon national des dérivés du palmier et bibelots s'est ouvert samedi à la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Biskra avec la participation de 70 artisans de plusieurs wilayas du pays. Les participants à cette manifestation qui se poursuivra au 4 janvier prochain exposent divers produits artisanaux à base de matière première issue du palmier-dattier dont des chaises, des ta-

bles, des tableaux, des couffins outre les produits tirés des diverses variétés de dattes dont la farine des dattes et articles de poteries, dinanderie, de bois, de bijoux et de bibelots. Les visiteurs du Salon découvriront également multiples produits de terroir de diverses régions du pays dont l'huile d'olive, les miels, les costumes traditionnels, des ustensiles, des pâtisseries traditionnelles et des produits cos-

métiques. Dans une déclaration à l'APS, le directeur de la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Biskra, Hachemi Alaoui, a souligné que cette manifestation permet aux familles de Biskra et visiteurs de connaître la dimension créative des produits artisanaux des divers métiers et offre aux artisans et artisans un espace pour écouler leurs produits. En marge de cette manifestation économique

et touristique, des ateliers sur les techniques de transformation des dérivés du palmier et une journée d'étude intitulée "dérivés du palmier-dattier, ressource durable et revenu économique important" sont programmés, a encore ajouté le même responsable. Ce Salon est organisé par la CAM en coordination avec la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Biskra.

FINANCEMENT AGRICOLE

Généraliser à toutes les banques publiques à partir de 2025

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé, jeudi à Alger, que toutes les banques publiques procèderont à l'ouverture de crédits agricoles, à partir de 2025, en vue de généraliser ces financements et d'améliorer la productivité du secteur agricole. Lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, présidée par le président du Conseil, M. Salah Goudjil, M. Faïd a affirmé que "l'année 2025 verra le lancement de financements destinés au secteur agricole au niveau de toutes les banques publiques, conformément aux conventions qui seront signées entre le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, et chaque banque", rappelant que "l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers avait déjà signé une convention avec le ministère dans ce cadre". Dans ce cadre, certaines banques prévoient "d'élargir leur champ d'intervention dans le secteur agricole en introduisant de nouvelles formules dédiées à son financement (Finance islamique)", ajoute le ministre. A cette occasion, M. Faïd a salué "le rôle

pionnier" de la Banque d'agriculture et du développement rural (BADR) dans le financement du secteur et ses efforts visant à réduire les délais d'étude des dossiers de demandes de prêts, ne dépassant pas 30 jours, soulignant que les financements de la BADR représentent plus de 95% du financement global du secteur, à travers diverses formules de prêts. La BADR a "financé le secteur de l'agriculture avec un montant total de 26,11 milliards de DA", a indiqué le ministre, précisant que sur 17.383 dossiers déposés, 15.669 ont été traités jusqu'au 20 novembre dernier dans le cadre de la campagne labours-semailles 2024-2025, pour un montant de 20,8 milliards de DA, outre le financement accordé à l'Entreprise de développement des cultures agricoles stratégiques (DCAS) à hauteur de 5,3 milliards de DA. S'agissant du traitement des dossiers de crédits, le ministre a indiqué que les banques s'appuient en premier lieu sur l'objectivité, ce qui leur permet de répondre aux exigences de rentabilité et de risques, et d'établir une relation avec le client selon le

principe gagnant-gagnant. Quant au rejet des dossiers, M. Faïd a souligné qu'il y a plusieurs raisons à cela, notamment la nature du projet, les garanties fournies et le secteur d'activité, notant que certains investisseurs présentent une "étude de faisabilité du projet sur le plan financier et économique généralement exagérée, ou des garanties insuffisantes, ce qui ne permet pas à la banque d'assurer une couverture suffisante des risques potentiels qui pourraient découler du financement du projet en question". Dans le cadre de la numérisation des services bancaires, M. Faïd a affirmé que les banques s'attelaient à "activer le service de demande de crédit à distance à toutes les catégories de clients, ce service devant permettre d'introduire des demandes de crédits en ligne et de suivre l'avancement de l'examen du dossier, avec notification de la réponse de la banque aux concernés". Il a souligné que cette démarche contribuera à réduire le délai d'étude des dossiers et de lever toutes les restrictions liées à la délégation de pouvoirs pour l'octroi de crédits.